

L'Asie centrale comme enjeu dans le « partenariat stratégique » sino-russe

Isabelle Facon

(27 février 2008)



avec le soutien du Centre d'Analyse et de Prévision (CAP)
du Ministère des Affaires étrangères

Edité et diffusé par la Fondation pour la Recherche Stratégique
27 rue Damesme – 75013 PARIS

ISSN : 1279-0257

ISBN : 978-2-911101-32-8

EAN : 9782911101328

SOMMAIRE

INTRODUCTION :	
LE PARTENARIAT SINO-RUSSE ET LE CONTEXTE GÉOPOLITIQUE CENTRE-ASIATIQUE	4
1 – STABILISATION ET SÉCURISATION DE L'ASIE CENTRALE :	
UN FACTEUR ESSENTIEL DE LA COOPÉRATION STRATÉGIQUE SINO-RUSSE	9
2 – QUAND L'ÉCONOMIQUE PORTE L'INFLUENCE POLITIQUE ET STRATÉGIQUE :	
LA RIVALITÉ SINO-RUSSE EN ASIE CENTRALE.....	14
3 – LA RUSSIE FACE AUX RELATIONS CHINE–ASIE CENTRALE :	
VRAIE OU FAUSSE TRANQUILLITÉ ?	23
CONCLUSION :	
AMBIGÜITÉS BILATÉRALES, FLUCTUATIONS RÉGIONALES, OPACITÉ STRATÉGIQUE	27
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE.....	33

Remerciements de l'auteur à Nadia Pyachshik, étudiante en Science Politique de l'Université Robert Schuman, Strasbourg, pour son aide précieuse et pertinente dans la recherche documentaire menée pour cette étude.

Introduction : **le partenariat sino-russe** **et le contexte géopolitique centre-asiatique**

Document clos en septembre 2007

Depuis le début des années 1990, la relation Chine-Russie se développe avec un dynamisme notable. Vu des capitales occidentales, le « partenariat stratégique » proclamé par les deux pays au printemps 1996 donne souvent l'impression d'avoir pour moteur essentiel, si ce n'est unique, la volonté commune aux deux États d'affirmer leur unité politique face à l'hégémonisme américain. De fait, tout au long de la décennie 1990, la plupart des documents officiels conjoints évoquaient le rejet par Moscou et Pékin de l'unilatéralisme de la politique internationale de « certains acteurs », de l'inclination de ces derniers à recourir massivement à la force militaire, de la tendance à un accroissement des ingérences dans les affaires internes des États et à la mise en cause de l'intégrité territoriale des États souverains au nom des droits de l'Homme.

Depuis le début des années 2000, cette impression ne s'est pas contredite, et s'est au contraire intensifiée, malgré le bref réchauffement des relations intervenu entre la Russie et l'Occident au tout début de la décennie. Les attentats du 11 septembre 2001, en particulier, en provoquant une activation notable de la diplomatie américaine dans une zone cruciale pour les intérêts sécuritaires et géopolitiques de Moscou et Pékin – l'Asie centrale post-soviétique – ont fortement contribué au resserrement des liens politiques entre ces deux puissances. En effet, pour la Russie comme pour la Chine, dont l'opposition à l'unilatéralisme américain a été nettement galvanisée par la guerre en Irak, la politique américaine en Asie centrale reflète toutes les distorsions et tous les risques de la stratégie internationale de l'administration Bush.

Cette préoccupation commune a pris une acuité particulière en 2005, année de la « révolution des Tulipes » au Kirghizstan et du soulèvement d'Andijan en Ouzbékistan. Le premier événement, bien qu'il ait de toute évidence obéi à des logiques propres, a été largement lu à Moscou comme un nouvel épisode dans la série des « révolutions de couleur » dans l'espace post-soviétique, événements à ses yeux défavorables à ses intérêts et directement liés au rapport tracé par l'administration Bush entre changement de régime, démocratisation et sécurité. Parallèlement, cet événement, parce qu'il se produisait dans son proche voisinage, sensibilisait la Chine aux préoccupations russes sur ces « révolutions ». Du reste, il n'avait pas échappé à Pékin que les événements en Géorgie et en Ukraine avaient suscité un regain des attentes et aspirations des populations ouïgoures dans la région autonome du Xinjiang (Gelbras). De plus, vus de Chine, « *les événements au Kirghizstan en mars 2005 et à Andijan en mai 2005 ont accru le risque que les agitations ouïgoures reçoivent un soutien extérieur* » (Djochi). La répression violente par les autorités ouzbèkes du soulèvement d'Andijan a constitué une occasion pour Moscou et Pékin de reprendre l'initiative auprès des républiques centre-asiatiques, un temps séduites par les options que leur offrait *a priori* l'accroissement de la présence régionale des États-Unis, et, plus discrètement, de l'UE. En dénonçant, comme Bruxelles, les méthodes du gouvernement ouzbek et en prenant comme elle des sanctions contre Tachkent, Washington a permis à la Russie et à la Chine de reprendre leur rôle d'alliés principaux pour les régimes autoritaires centre-asiatiques, se sentant fragilisés par les

secourses politiques dans l'espace post-soviétique et réorientant en conséquence leur politique étrangère vers Moscou et Pékin.

Ces évolutions cadraient avec les objectifs de la Russie et de la République populaire de Chine (RPC), désireuses de limiter l'impact potentiellement négatif de l'engagement croissant de l'Occident (en particulier à la faveur des opérations en Afghanistan) dans une région stratégique pour elles¹. Leur motivation est, à cet égard, d'autant plus grande que pour elles, l'engagement en 2003 de la guerre en Irak a montré sans ambiguïté l'incapacité de l'administration Bush à prendre en compte les avis et intérêts de ses alliés et soutiens étrangers. Depuis, l'analyse que font une majorité d'experts et de décideurs russes et chinois de la présence américaine en Asie centrale est négative : cette analyse évoque presque systématiquement une volonté américaine de miner les intérêts de la Russie dans sa sphère d'intérêts vitaux ou encore un élément dans un grand projet d'encercllement de la Chine. Cette perception est confortée par le fait que les États-Unis abordent désormais l'Asie centrale comme faisant partie intégrante de leurs intérêts stratégiques en Asie du Sud (au *State Department*, elle relève désormais du *Bureau of South and Central Asian Affairs*²). Le sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) de juillet 2005 à Astana a incarné la solidité de la coopération politique et stratégique sino-russe en Asie centrale au nom de la lutte contre toute ingérence extérieure. La déclaration commune publiée à cette occasion dénonçait, en substance, l'unilatéralisme américain et demandait le retrait dans les délais les plus brefs possibles des forces étrangères déployées dans la région³. Quelques semaines plus

¹ Au lendemain du 11 septembre 2001, les États-Unis avaient installé deux bases militaires en Asie centrale – l'une à Manas au Kirghizstan, l'autre à Khanabad en Ouzbékistan –, ce qui avait entraîné une intensification des coopérations militaires entre les républiques centre-asiatiques et Washington d'une part, l'OTAN d'autre part. La prise en charge par cette dernière de l'opération afghane a assis la présence militaire de l'OTAN dans la région, avec notamment la négociation d'accords de transit avec plusieurs gouvernements d'Asie centrale. En 2004, l'Alliance a nommé un Représentant spécial pour le Caucase et l'Asie centrale après les avoir qualifiés de « régions stratégiquement importantes » lors de son sommet d'Istanbul, en juin ; elle dispose d'un agent de liaison permanent pour chacune de ces régions. L'Union européenne, certes plus timidement, a manifesté un intérêt grandissant pour la région, et ce avec une vigueur particulière suite aux tensions, début 2005, entre l'Ukraine et la Russie sur les prix du gaz, qui eurent des répercussions directes sur les approvisionnements en Europe. En juin 2005, elle crée le poste de « représentant spécial » de l'UE pour l'Asie centrale. Les mêmes enjeux furent déterminants de la décision de Berlin de faire de cette région l'une des priorités de sa présidence de l'UE (premier semestre 2007), ce qui a débouché sur l'élaboration d'une stratégie pour un nouveau partenariat entre l'Union européenne et les cinq États d'Asie centrale, censée définir « les lignes directrices d'un engagement beaucoup plus grand de l'Union », avec une délégation de la Commission dans les cinq républiques, et une promesse de l'UE de doubler les ressources qu'elle destine à la coopération avec elles (Ministère fédéral des Affaires étrangères, www.auswaertiges-amt.de, page « Asie centrale »).

² Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Kazakhstan, Kirghizstan, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka, Tadjikistan, Turkménistan, et Ouzbékistan. Selon le *State Department*, la confiance du président Bush dans « l'expansion de la liberté » se justifie pleinement dans cette région, « ligne de front de [la] Guerre globale contre le terrorisme » menée par les États-Unis (*Our foreign policy is firmly founded on the President's belief in expanding freedom – for individuals as well as nations – on promoting economic prosperity and on never, never giving up in the search for peace. Nowhere is this more the case than in South and Central Asia, where democracy has both taken root and sometimes proven elusive. It is a region of remarkable social, economic and technological transformations, yet it is the only place in the world where there has been a recent danger that two nuclear-armed countries could go to war. It is also the front line of our Global War on Terrorism.* – <http://www.state.gov/p/sca/c7781.htm>).

³ Au fil des années, l'OCS a multiplié les mentions, dans ses déclarations conjointes, à des thèmes chers à Pékin et Moscou et directement reliés à leur préoccupation commune face à la prééminence américaine

tard, Tachkent exigeait le départ des militaires américains de la base « K2 » (effectif fin 2005), et commençait à rendre plus difficile la tâche des autres forces de l'OTAN engagées dans la campagne afghane⁴.

L'Asie centrale post-soviétique revêt une importance stratégique à divers titres pour les États-Unis et les pays de l'Union européenne :

- ➔ besoins d'escales liées aux opérations en Afghanistan ;
- ➔ sécurité énergétique globale⁵ ;
- ➔ sécurité internationale (trafics de drogue, d'armes, d'êtres humains, terrorisme, crime organisé...)⁶.

Il est en conséquence important d'évaluer dans quelle mesure il existe des brèches dans la solidarité régionale en apparence assez exclusive qui semble se dessiner. Une telle analyse impose de s'interroger quant à la solidité de son pilier essentiel : le partenariat stratégique sino-russe. Ce dernier est-il motivé par des considérations plus positives que le seul souci de faire obstacle à l'engagement de puissances extérieures, en particulier les États-Unis et l'Europe ? Dans quelle mesure la logique de coordination stratégique qui unit Moscou et Pékin depuis le début des années 1990 s'applique-t-elle à l'Asie centrale, selon quels axes ? Comment les arrière-pensées et ambiguïtés manifestement présentes dans les relations bilatérales (Facon, 2006) s'y expriment-elles ? De quels atouts bénéficient respectivement les deux États dans leur action dans la région, quels sont leurs outils d'influence propres ?

dans la vie internationale. Ainsi, la Déclaration des chefs d'État lors du sommet de l'OCS de juillet 2005 appelait au respect de la « *diversité des cultures et des civilisations dans le monde* », à la sauvegarde du « *droit de chaque peuple à sa propre voie de développement* », le tout dans l'esprit de « *l'égalité en droits et du respect mutuel, et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays souverains* »... (« *Deklaratsiia glav gosoudaystv-tchlenov Chankhaïskoï organizatsii sotroudnichestva* », Astana, 5 juillet 2005, disponible sur le site de l'OCS, www.sectso.org).

⁴ L'on pense ici aux complications rencontrées par les Allemands dans l'utilisation de la base de Termez (d'ailleurs remise en question par Tachkent au moment de l'entrée en vigueur des sanctions de l'UE en réaction aux événements d'Andijan). L'Ouzbékistan a fermé son espace aérien aux pays de l'OTAN à compter du 1^{er} janvier 2006, les contraignant à passer par les autres pays d'Asie centrale.

⁵ L'Union européenne estime que 4 % des réserves énergétiques mondiales sont situées en Asie centrale (Discours d'accueil et d'ouverture de la réunion de la Troïka des ministres des Affaires étrangères de l'UE et des pays d'Asie centrale par le ministre fédéral des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, le 30 juin 2007, Berlin, site de la présidence allemande de l'UE : www.eu2007.de). Le Kazakhstan dispose à la fois de pétrole et de gaz, notamment dans la région de la Caspienne : réserves prouvées de pétrole – 39,6 milliards de barils, production de pétrole – 1 364 milliers de barils/jour ; réserves prouvées de gaz – 3 000 milliards de m³, production de gaz – 65 millions de m³/jour. Le Turkménistan présente un intérêt surtout en matière gazière : réserves prouvées de pétrole – 0,5 milliard de barils, production de pétrole – 192 milliers de barils/jour ; réserves prouvées de gaz – 2 900 milliards de m³, production de gaz – 161,5 millions de m³/jour. Source BP citée in Adèle Smith, « Poutine à la conquête des ressources énergétiques d'Asie centrale », *Les Échos*, 10 mai 2007. A noter, toutefois, que des incertitudes entourent l'état réel des réserves gazières turkmènes.

⁶ L'un des objectifs de la Stratégie de l'UE envers l'Asie centrale, approuvée par le Conseil européen de Bruxelles le 22 juin 2007, porte, notamment, sur le besoin de développer « *une gestion moderne des frontières créant des frontières ouvertes et sûres [dans le souci de] faciliter le commerce et les échanges dans la région et aider à combattre l'activité criminelle régionale, en particulier le commerce international de drogue* » (Stratégie UE, p. 15).

Ces questions se posent d'autant plus que le regain d'intérêt notable de Moscou et Pékin, dans les années 2000, pour la zone semble relever d'intérêts distincts de l'engagement grandissant des Occidentaux (il lui est d'ailleurs antérieur) mais aussi distincts de leurs approches mutuelles. L'intensification de la présence économique de la Chine en Asie centrale est patente depuis le début de la décennie. Elle est portée par un enjeu stratégique pour Pékin : la prise de conscience de sa dépendance énergétique et la volonté de mettre en place une stratégie pour y répondre. C'est dès la fin de 1999 que la Russie a, quant à elle, exprimé l'intention de reconsidérer l'héritage des années Eltsine, qui virent l'effacement de la présence russe en Asie centrale, au profit d'autres acteurs, dont la Chine⁷. En parallèle, le nouveau chef de l'État russe, par ailleurs soucieux, initialement, de renouer avec l'Europe et les États-Unis, a marqué une intention d'équilibrer, sans la remettre en question, la relation avec la RPC par une attitude plus ferme vis-à-vis de Pékin sur un certain nombre de dossiers. Et il convient de rappeler que la Chine avait vécu comme un manquement au partenariat stratégique sino-russe le choix de Moscou, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, de ne pas s'opposer au déploiement de forces militaires de l'OTAN en Asie centrale. Si la plupart des experts considèrent que la Chine s'attache et continuera de s'attacher à éviter de froisser la Russie dans une région que celle-ci appréhende toujours comme son « pré carré »⁸, d'autres voient se dessiner dans les actions chinoises en Asie centrale les prémices d'une stratégie d'influence moins soucieuse des intérêts de Moscou (dont ceux liés à sa dépendance relative vis-à-vis des hydrocarbures centre-asiatiques, voir *infra*).

Ces ambivalences et complexités sont sans doute à l'origine de l'extrême diversité des points de vue qui s'expriment sur beaucoup d'enjeux concernant le positionnement des grandes puissances en Asie centrale⁹. Dans ce contexte ambigu, l'on peut se demander si, lorsque les officiels russes proclament, comme ils le font volontiers actuellement, le « retour » de la Russie en Asie centrale, ils s'adressent uniquement au concurrent américain ou bien également au rival chinois ; ou encore s'interroger sur l'impact de l'OCS – est-elle essentiellement au service des intérêts chinois, ou peut-elle être un vecteur de l'influence de Moscou en Asie centrale ? Pour certains observateurs américains, l'incertitude de la Russie quant aux effets de l'influence croissante de la Chine en Asie centrale ne peut qu'encourager Moscou à souhaiter une présence américaine équilibrante (Weitz, p. 158). Cette hypothèse, formulée immédiatement après le départ forcé des troupes américaines d'Ouzbékistan, ne s'est pas matérialisée. A l'occasion du septième sommet de l'OCS qui s'est tenu en août 2007 à Bichkek, sur fond d'exercices militaires entre les États membres (« Mission de paix-2007 »), les chefs d'État de l'OCS ont de nouveau fustigé l'inefficacité des « actes unilatéraux » en matière de sécurité internationale et de lutte contre les nouvelles menaces, qui doit être menée « sans recours à des

⁷ Alors qu'il était Premier ministre, et en pleine ascension politique, Vladimir Poutine se rendra au Tadjikistan en novembre 1999 puis, un mois plus tard, en Ouzbékistan. Il privilégiera également la région pour ses premiers voyages à l'étranger en tant que président – avec des visites en Ouzbékistan et au Turkménistan dès le mois de mai 2000.

⁸ Les tenants de cette thèse insistent en général sur le fait que les intérêts de la Chine en Asie centrale sont nettement moins profonds et pressants que ceux qu'elle défend par ailleurs « à l'est » : Taiwan/États-Unis, Corée du Nord, Japon, voisins de l'Asie du sud-est.

⁹ Ainsi, pour certains c'est la Chine qui a milité pour l'intégration, dans la déclaration conjointe de l'OCS de juillet 2005, du point appelant au départ des troupes occidentales de la région ; pour d'autres, cette intégration s'est faite à l'insistance de la Russie. Les sources divergent également (et parfois fortement) sur la vision que les régimes et populations centre-asiatiques ont de la Russie et de la Chine, ou même sur la portée de l'intérêt américain pour cette région.

doubles standards ». Ils ont également repris les thèmes récurrents de la « diplomatie sino-russe » sur la nécessité d'établir une architecture de sécurité reflétant « *un équilibre des intérêts de tous les sujets des relations internationales* », assurant « *à chaque État le droit à un libre choix [concernant son] mode de développement* », garantissant le règlement des conflits et crises « *par des moyens politiques et diplomatiques dans une stricte conformité aux principes et normes du droit international et la prise en compte des intérêts légitimes de toutes les parties impliquées* », préservant « *la diversité des cultures et des civilisations* » et favorisant l'approfondissement du dialogue entre elles¹⁰.

Dans le même temps, il semble nécessaire, compte tenu de l'histoire des relations sino-russes, faite de conflictualité et de méfiance mutuelle, de s'interroger sur la profondeur et les possibles évolutions de la coopération entre Russie et Chine en Asie centrale. La diversité des analyses – russes, chinoises, occidentales – sur les motivations initiales et actuelles de ces deux pays concernant l'Organisation de coopération de Shanghai, et la difficulté consécutive à déterminer les perspectives d'avenir de cette structure multinationale montante, constituent en soi un indice de la grande complexité de la relation sino-russe autour de l'enjeu centre-asiatique.

¹⁰ Déclaration de Bichkek, disponible sur le site de l'OCS, www.sectesco.org.

1 – Stabilisation et sécurisation de l'Asie centrale : un facteur essentiel de la coopération stratégique sino-russe

En réalité, initialement, l'Asie centrale a, plus encore que la logique d'opposition à un acteur tiers, constitué un moteur puissant de la volonté commune à Moscou et Pékin de dépasser leur héritage de tensions et de différends territoriaux au profit d'une politique de bon voisinage. L'une des motivations de cette volonté des deux pays était de se libérer de préoccupations sécuritaires mutuelles afin de consacrer pleinement leurs ressources financières et politiques au traitement d'autres urgences. Parmi celles-ci, l'Asie centrale est très tôt apparue comme un enjeu de sécurité commun : la Russie et la Chine ont depuis le début des années 1990 une vision semblable quant à la nécessité de stabiliser l'Asie centrale post-soviétique, en proie à de nombreux troubles depuis l'éclatement de l'URSS – trafics d'armes et de drogue, montée en puissance possible d'un militantisme islamiste, etc. – aggravés par la fragilité des États locaux. Moscou partage avec Pékin la conviction que la dépression économique et sociale dans l'ensemble de l'Asie centrale constitue un terreau favorable à la montée de l'extrémisme politique et religieux.

L'Asie centrale s'inscrit naturellement dans la politique russe visant à sécuriser les « frontières extérieures » de la Communauté des États indépendants (CEI), élément perçu comme indissociable de la sécurité nationale russe (la Russie est longtemps restée très impliquée dans la surveillance des frontières de la plupart des républiques d'Asie centrale). Ses quelque 7 000 km de frontières communes avec le Kazakhstan, renommées pour leur grande porosité, la sensibilisent particulièrement au danger de contagion des risques et instabilités centre-asiatiques sur son territoire, déjà particulièrement vulnérable sur son flanc sud (cf. les problèmes de sécurité et les conflits dans le Caucase du nord et du sud). La présence d'une population musulmane relativement nombreuse au sein de la Fédération de Russie amène Moscou à appréhender avec vigilance tout indice d'une montée de forces islamistes radicales en Asie centrale. Enfin, la présence de diasporas russes dans les républiques centre-asiatiques alimente l'intérêt de la Russie pour les conditions de sécurité dans cette région (voir *infra*). Plus globalement, la Russie considère l'Asie centrale comme une zone tampon devant protéger son territoire des instabilités du sud (situation en Afghanistan et en Iran, risque conflictuel entre Inde et Pakistan, etc.) mais elle la sait trop fragile, en l'état actuel des choses, pour remplir ce rôle (cf. faiblesse et corruption des appareils étatiques, situations économiques et sociales difficiles...). Ainsi, ses efforts pour développer les coopérations militaires régionales, notamment au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective de la CEI (OTSC), et sa propre présence militaire dans les républiques centre-asiatiques relèvent entre autres de son désir de coordonner au mieux les initiatives régionales de lutte contre les menaces prégnantes dans la région.

La Chine, quant à elle, a certes vu dans l'apparition de trois nouveaux États indépendants à sa frontière nord-occidentale de nouvelles opportunités diplomatiques et économiques¹¹. Mais cet événement s'est accompagné pour elle d'un certain nombre d'inquiétudes de sécurité, concernant principalement la stabilité de sa région autonome occidentale du Xinjiang, « *l'un des premiers facteurs de détermination de la politique de la Chine vis-*

¹¹ Les républiques d'Asie centrale ont adhéré aux cinq principes de la coexistence pacifique et soutenu les positions chinoises sur de nombreux sujets – Taiwan, Tibet, multipolarité, etc.

à-vis de l'Asie centrale » (Niquet). L'éclatement de l'Union soviétique, avec l'émergence dans sa proximité immédiate d'États indépendants, a été appréhendé par Pékin comme un facteur susceptible de stimuler les aspirations autonomistes des Ouïgours, ce qui l'a conduite à élaborer très tôt envers ses nouveaux voisins une ligne consistant à préserver son unité territoriale en « *s'assurant un environnement stable et en menant une politique de bon voisinage destinée à consolider la paix à ses frontières et à renforcer son assise régionale* » (Perrin, p. 124). Associant ainsi l'Asie centrale aux enjeux de stabilisation du Xinjiang, la RPC inclut cette région dans les « frontières stratégiques externes » du pays. Elle estime que toute turbulence dans la périphérie du Xinjiang risque de renforcer les vellétés de la minorité musulmane ouïgoure de cette province autonome. Son inquiétude a été relayée, au début des années 1990, par le soutien que des groupes pro-séparatistes ouïgours au Kazakhstan et au Kirghizstan recevaient de nationalistes kazakhs et kirghizes (Olcott, 2005, p. 62). Un axe majeur de la politique chinoise à l'égard de l'Asie centrale a ainsi été d'obtenir de ces États un engagement à s'abstenir de soutenir les représentants de mouvements séparatistes originaires du Xinjiang et à empêcher que des exilés ouïgours puissent organiser des bases arrière dans son voisinage immédiat¹². Les autorités chinoises ont « *clairement signalé aux autorités centre-asiatiques qu'elles utiliseraient des incitations négatives aussi bien que positives* » pour obtenir satisfaction quant au statut légal des groupes politiques ouïgours dans ces pays (Olcott, 2006). Comme la Russie, la Chine redoute l'éventuelle montée en puissance de mouvements religieux extrémistes dans la région pouvant avoir un effet de contagion sur ses minorités musulmanes. Elle dit avoir constaté le développement de liens entre les groupes extrémistes actifs dans les pays d'Asie centrale et des activistes du Xinjiang. Ainsi, selon les autorités chinoises, des éléments du Mouvement islamiste d'Ouzbékistan (MIO) et d'Hizb-ut-Tahrir auraient fait alliance avec des séparatistes ouïgours du Xinjiang¹³. D'après un expert kazakh, « *la principale préoccupation de Pékin, à l'heure actuelle, n'est plus la création d'un État ouïgour indépendant dans le Xinjiang, mais l'instauration d'un 'califat' qui engloberait l'Asie centrale et les régions limitrophes* » (Laumouline, p. 6)¹⁴.

Les préoccupations chinoises à l'égard de l'Asie centrale ont été, dans les années 1990, attisées par le risque, alors réel, d'un vide politique et de sécurité dans la région, susceptible de servir l'intérêt de puissances hostiles envers la RPC et de favoriser le

¹² Plus de 300 000 Ouïgours seraient installés en Asie centrale dont 210 000 au Kazakhstan, 46 000 au Kirghizstan et environ 30 000 en Ouzbékistan (Djochi). Ces phénomènes ont des origines historiques : pendant la Révolution culturelle, les républiques centre-asiatiques soviétiques accueillirent des réfugiés ouïgours qui fuyaient le radicalisme de la Chine de Mao (Niquet). Le gouvernement kazakh a imposé des restrictions aux activités politiques de plusieurs mouvements nationalistes ouïgours, en a interdit certains et extradé des personnes considérées par le gouvernement chinois comme des activistes ouïgours – ce que firent également d'autres républiques centre-asiatiques, déclarant leur opposition à toute forme de séparatisme en Chine. Les pressions du gouvernement chinois à ce sujet n'ont jamais baissé en intensité depuis l'éclatement de l'URSS. La RPC a signé avec les pays de la région des accords bilatéraux sur la surveillance des frontières, sur des coopérations policières et entre services de sécurité, sur des échanges de renseignement, en particulier après le 11 septembre 2001. Pour certains experts, elle « *a donc réussi à renforcer sa sécurité au Xinjiang en confortant l'isolement des Ouïgours grâce au renouvellement du 'cordon sanitaire' anti-séparatiste qu'elle a établi dans le courant des années 1990 autour de sa région autonome* » (Kellner, 2006-2007, p. 146).

¹³ Entretiens à Tachkent, octobre 2006.

¹⁴ Le groupe Hizb ut-Tahrir, actif dans la vallée du Ferghana, milite en faveur d'un califat à l'échelle de la région.

développement des risques et menaces précédemment évoqués. La décennie avait en effet été marquée par un affaiblissement de la capacité (économique, financière) de la Russie à maîtriser les évolutions dans cette partie de son ancien espace impérial. Moscou, consciente de son impuissance relative, avait d'ailleurs recherché des partenaires pour assurer la gestion des insécurités régionales. Ce fut par exemple le cas avec l'Iran pour la résolution de la guerre civile au Tadjikistan. La Chine fut également sollicitée par les autorités russes, et ce d'autant plus que Pékin, loin de développer une stratégie d'influence propre, ne cessait d'exprimer son intérêt pour une consolidation de la présence russe dans la région¹⁵. La conjonction d'intérêts chinois et russes qui s'était ainsi dessinée en Asie centrale a conduit les deux pays à dépasser certains traits traditionnels de leur posture stratégique – la Russie acceptant, au nom de la sécurité, une ouverture relative de son « étranger proche » à l'action de puissances extérieures ; la Chine se tournant vers l'option du multilatéralisme en travaillant avec Moscou à la constitution d'un instrument devant contribuer à la stabilisation de l'Asie centrale – le « groupe de Shanghai ».

L'établissement, en avril 1996, de ce groupe par les deux puissances, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan¹⁶, traduisait la volonté commune à la Chine et à la Russie de circonscrire, dans un contexte marqué par des ressources limitées (manque de moyens financiers et militaires côté russe, faible volonté politique côté chinois), les facteurs accentuant les risques et les instabilités dans la région. Pour Moscou et Pékin, l'un de ces facteurs réside, outre dans l'impotence des États centre-asiatiques¹⁷, dans les nombreuses tensions et frictions entre eux, obérant considérablement les perspectives de coopération régionale contre les menaces de sécurité. Selon le projet de Moscou et Pékin, il était impératif de dépasser, dans un premier temps, les tensions liées à la gestion de l'ancienne frontière sino-soviétique grâce à des mesures de démilitarisation, de confiance et de coopération aux frontières. Cela devait, espéraient les responsables russes et chinois, créer mécaniquement un climat vertueux de confiance entre les États de la zone, réduire les risques de conflit, et, par conséquent, atténuer les sources de troubles propices au développement des instabilités, tout en renforçant les chances d'une coopération régionale plus étroite pour les contrer. Cette coopération multilatérale, donnant lieu à des réunions annuelles, s'est poursuivie au-delà de ces enjeux de démilitarisation et de création de la confiance¹⁸. L'intensification apparente de la menace régionale – prise de Kaboul par les Talibans en septembre 1996, attentats en Ouzbékistan imputés au MIO en février 1999, incursions du MIO au Kirghizstan et en Ouzbékistan (été 1999, été 2000) – a entretenu l'intérêt des États membres pour ce forum. Ce sont ces mêmes événements, et non uniquement l'affirmation de la présence occidentale en Asie centrale, intervenue plus tard, après le 11 septembre 2001, qui ont motivé la détermination sino-russe à renforcer la coordination régionale. Ce renforcement a pris la forme, notamment,

¹⁵ L'y encourageaient sa méconnaissance de la région, lui dictant une certaine prudence, et l'existence sur son agenda sécuritaire de menaces plus prioritaires (voir *supra*).

¹⁶ L'Ouzbékistan a été associé au groupe en tant qu'invité en 2000, et l'a rejoint comme membre à part entière en 2001.

¹⁷ Ceux-ci ont adhéré à l'initiative sino-russe principalement en raison des appréhensions que leur inspirait la guerre civile au Tadjikistan (celle-ci ne prit fin qu'en 1997).

¹⁸ Le groupe a produit les « Accords visant à renforcer la confiance dans le domaine militaire dans la région de la frontière » (signés à Shanghai en avril 1996), suivis en avril 1997 d'un accord sur la réduction mutuelle des forces militaires dans les régions couvrant l'ancienne frontière sino-soviétique.

de la transformation du groupe, en juin 2001, en organisation (OCS)¹⁹, dont l'un des objectifs centraux est désormais de lutter contre les « trois fléaux » (le terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme) identifiés comme enjeux de sécurité communs aux États membres²⁰. Si les experts occidentaux estiment à juste titre que les régimes centro-asiatiques ainsi que Moscou et Pékin tendent à instrumentaliser la menace du terrorisme et de l'extrémisme à des fins politiques, celle-ci n'en est pas moins perçue comme réelle et vigoureuse par ces pays²¹. En témoigne la place qu'elle occupe dans les documents adoptés à l'issue du sommet de l'OCS d'août 2007, appelant à la création d'un mécanisme conjoint pour faire obstacle aux menaces à la stabilité et à la sécurité régionales et à un approfondissement de la coopération dans la lutte contre le trafic de drogue, source de financement du terrorisme et de groupes extrémistes, et les migrations illégales. Ainsi, si l'OCS a, ces derniers temps, été largement mobilisée par Moscou et Pékin comme outil dans leur stratégie d'endiguement de l'influence américaine en Asie centrale, l'on ne saurait oublier que l'organisation a initialement été conçue principalement pour des raisons sécuritaires régionales, et que cette préoccupation commune demeure un ciment puissant du « partenariat stratégique » sino-russe.

En revanche, il apparaît clairement que la logique de mutualisation des initiatives de sécurité à l'échelle régionale promue par la Russie et la Chine ne s'applique pas à l'intervention des puissances occidentales. Moscou et Pékin, soutenues en cela plus ou moins tacitement par les régimes autoritaires de la région, rattachent les approches de l'administration Bush (la sécurité et la stabilité par la démocratisation) à la notion de danger sécuritaire. Les deux pays estiment que des secousses politiques dans la région (du type de celles qui ont eu lieu en Géorgie et en Ukraine) risqueraient de déclencher des processus incontrôlables susceptibles de servir le développement des « trois fléaux » en ouvrant le champ aux forces séparatistes ou terroristes. A leurs yeux, le maintien du *statu quo* politique est donc le meilleur garant de la stabilité. L'argumentaire des responsables russes et chinois s'appuie sur différents événements : l'expérience de 1989

¹⁹ L'organisation se compose, en 2007, de la Chine, de la Russie, du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan. La Mongolie en est membre observateur depuis 2004, l'Inde, le Pakistan et l'Iran depuis 2005.

²⁰ En août 2003, se tinrent les premiers exercices anti-terroristes de l'OCS en deux phases (Kazakhstan – Xinjiang), qui furent suivis de plusieurs manœuvres du même ordre. Les exercices conjoints sino-russes d'août 2005, « Mission de paix », auxquels assistaient les ministres de la Défense de tous les États membres, avaient été organisés au nom de la lutte contre les trois fléaux. De même, les exercices « Mission de paix-2007 », auxquels ont cette fois pris part les forces de tous les États membres, ont été présentés à Moscou et à Pékin comme visant à tester la capacité des forces régionales à gérer des menaces « non traditionnelles » – terrorisme, forces sécessionnistes et groupes religieux extrémistes. L'Organisation de coopération de Shanghai a établi une « structure anti-terroriste régionale » (RATS), chargée de coordonner les échanges d'information entre les services de sécurité des pays membres et dont le comité exécutif siège à Tachkent. Elle a dressé une liste d'organisations terroristes et de personnes engagées dans des activités terroristes sur le territoire des États membres (Antonenko, p. 10). L'OCS s'est dotée, en 2001, d'une Convention de lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme, qui engage les États parties à procéder à des échanges d'information, à extraditer entre eux des présumés terroristes ou extrémistes, etc. Pour l'heure, l'ensemble des experts conclut toutefois à la relative inefficacité de l'action de l'OCS en matière de prévention du terrorisme et de lutte contre les trafics de drogue.

²¹ Du reste, des pays occidentaux partagent partiellement cette analyse. Par exemple, le ministère des Affaires étrangères allemand note qu'« *un renforcement des activités des organisations islamistes est observé, et pas seulement dans le triangle de la vallée de Ferghana* » (www.auswaertiges-amt.de, page « Asie centrale »).

en Chine, le chaos post-perestroïka en Russie, l'instabilité du pouvoir en Ukraine depuis la révolution orange ou au Kirghizstan à partir de la révolution des Tulipes... *A contrario*, les deux parties avancent que le resserrement du contrôle politique a coïncidé, en Chine comme en Russie, avec stabilité, voire amélioration, de la situation politique et économique interne. En conséquence, pour Moscou et Pékin, l'intervention de puissances extérieures dans l'entreprise collective de sécurisation de l'Asie centrale est acceptable tant qu'elle ne met pas en cause potentiellement la marge de manœuvre qu'elles entendent conserver en la matière. Or, à leurs yeux, les révolutions de couleur et la diversité des réactions internationales aux événements d'Andijan ont montré clairement que les approches des États-Unis (et de l'Europe) ne correspondent pas à ce critère. Au-delà de la volonté commune des élites russes et chinoises de se maintenir au pouvoir par tous les moyens (partagée d'ailleurs par les régimes centre-asiatiques), leur conviction est réelle que la montée en puissance d'acteurs extérieurs dont les valeurs et politiques s'éloignent des leurs peut mettre en cause la stabilité régionale. Elle risque en effet de compromettre l'adhésion des républiques centre-asiatiques au projet sécuritaire régional sino-russe et de miner leur capacité à imposer leurs convictions concernant la situation de sécurité et les moyens de l'améliorer. La RPC, par exemple, craint que le développement des coopérations entre les États-Unis et le Kazakhstan ou le Kirghizstan n'atténue la portée de l'engagement de ces derniers à l'aider dans sa lutte contre le terrorisme et le séparatisme ouïgours.

Ce lien que les autorités russes et chinoises tracent entre stabilité politique et efficacité sécuritaire explique en partie pourquoi l'OCS apparaît principalement, depuis quelques années, comme une organisation visant à prévenir tout enracinement de la présence stratégique occidentale en Asie centrale. Il sous-tend également le discours commun aux Russes et aux Chinois sur le fait que la stabilité et la sécurité régionales peuvent parfaitement être assurées par les acteurs locaux, sans interventions extérieures²². Par ailleurs, Pékin et Moscou semblent avoir d'autant moins de scrupules à tracer ce lien entre perspectives sécuritaires et « ingérences occidentales » dans la région qu'elles estiment que l'OTAN a échoué à stabiliser la situation en Afghanistan et, partant, dans l'ensemble de la région (cf. la remontée en puissance des Talibans, le regain des trafics de drogue, etc.). L'OCS a d'ailleurs établi un groupe de contact OCS-Afghanistan en novembre 2005, comme pour insister en creux sur l'échec des forces occidentales²³. En tout état de cause, malgré plusieurs années de rapprochement avec les États-Unis et d'ouverture sur l'Union européenne, l'Asie centrale, de nouveau, « *s'insère sur la scène internationale au sein d'un bloc 'continental' centré sur le nouveau partenariat Russie-Chine* » (Laruelle).

²² Ce discours a été repris par l'OCS lors de son sommet de Bichkek, en août 2007 – ses membres se disant, dans une déclaration conjointe, convaincus que « *la stabilité et la sécurité en Asie centrale peuvent être assurées principalement par les moyens des États de cette région sur la base des associations internationales régionales qui s'y sont consolidées* » (disponible sur le site de l'OTSC, www.sectesco.org).

²³ Lors du sommet de Bichkek, les pays membres ont affirmé la nécessité de former des « ceintures de sécurité anti-narcotiques » autour de l'Afghanistan (déclaration de Bichkek, disponible sur le site de l'OCS, www.sectesco.org).

2 – Quand l'économique porte l'influence politique et stratégique : la rivalité sino-russe en Asie centrale

La Chine a un intérêt direct au maintien d'une situation stable dans le voisinage immédiat de sa région troublée du Xinjiang. En outre, les pays d'Asie centrale constituent pour elle des soutiens à ses principales positions diplomatiques ainsi qu'un marché commode pour ses produits. Mais, concentrée sur ses rapports difficiles avec ses voisins maritimes, désireuse par conséquent de préserver des relations harmonieuses avec ses voisins terrestres, en particulier le plus important, d'un point de vue politique, d'entre eux, la Russie, la RPC s'est montrée très prudente quant à l'envergure et à la nature de ses initiatives en Asie centrale. Le retrait relatif de la Russie dans cette région dans les années 1990, s'il a inquiété Pékin compte tenu de l'instabilité endémique de cette région touchant à son fragile flanc nord-occidental, n'a pas pour autant amené le gouvernement chinois à déployer une stratégie d'influence active mais plutôt à aménager des solutions multilatérales incluant Moscou dans le souci de ne pas heurter cet acteur et de partager avec lui le fardeau de la gestion des instabilités en Asie centrale. Jamais Pékin n'a semblé vouloir mettre en cause la prééminence de la Russie dans une région qu'elle n'a officiellement pas l'intention d'inclure dans sa zone d'influence.

Pourtant, selon certains spécialistes, « *[s]i la Chine a rapidement reconnu la prédominance russe en Asie centrale, elle ... a exclu [de cette approche] le domaine économique* » (Kellner, 2004, p. 55). Ce constat semble se vérifier plus nettement depuis quelques années. La RPC a fait part de son intention de développer ses exportations en Asie centrale au-delà des échanges frontaliers²⁴ et de déployer des projets économiques plus ambitieux dans cette région. Et différents indices laissent à penser que la Russie n'est pas pleinement rassurée quant aux intentions de la Chine en Asie centrale pour le plus long terme. De fait, la période récente voit l'affirmation de la présence chinoise dans le domaine économique, alors qu'elle était restée relativement modeste tout au long des années 1990. Si, à cette époque, à la faveur de l'effacement de la Russie, les échanges entre la Chine et les pays d'Asie centrale avaient commencé à se développer, ils sont longtemps restés modérés – entre 350 et 700 millions de dollars par an sur la période 1992-98 – contre, sur la même période, un volume de 6 à 7 milliards de dollars par an entre la Russie et la région, niveau qui restera stable jusqu'à 2003, hormis une chute temporaire liée à la crise financière russe de 1998 (Paramonov/Strokov, mai 2007, p. 2). A partir de 2000, les relations commerciales entre la RPC et les républiques centro-asiatiques ont crû de manière dynamique (de plus de 200 % entre 2000 et 2003 – le montant passant de 1 à 3,3 milliards de dollars ; Paramonov/Strokov, mai 2007, p. 2). L'on constate en tout cas une réduction rapide de l'écart entre le volume des échanges Russie–Asie centrale et celui des échanges Chine–Asie centrale. Entre 1992 et 2006, le commerce entre la Russie et la région a crû par un facteur de 2,3 contre un facteur de 25,6 pour la Chine sur la même période. En 2006, les volumes d'échange Russie–Asie centrale / Chine–Asie centrale étaient proches : respectivement 14,9 milliards \$ et 10,8 milliards \$ (Paramonov/Strokov, mai 2007, p. 2). Du reste, selon certaines analyses, le volume d'échanges entre la RPC et la région serait déjà supérieur à celui des relations commerciales entre la Russie et l'Asie centrale, compte tenu de

²⁴ Ceux-ci se sont considérablement développés depuis qu'ils ont repris en 1986. En 2003, ils comptaient pour 50 % des échanges de la province du Xinjiang (Niquet).

l'importance du commerce de valise entre la Chine et les républiques voisines (en particulier le Kazakhstan et le Kirghizstan ; Paramonov & Stokov, mai 2007, p. 8)²⁵.

Ainsi, la RPC « apparaît de manière croissante comme une possibilité crédible de réorientation du commerce centre-asiatique hors de la sphère russe » (Kellner, 2006-2007, p. 148). Et des auteurs de poser la question de savoir si la croissance simultanée des activités économiques russes et chinoises en Asie centrale actuellement observée suscitera, entre les deux puissances, des rapports de coopération ou bien de rivalité (Paramonov & Stokov, mai 2007, p. 9). Aux yeux des observateurs russes, l'accélération observée depuis 2000 du développement de l'action économique chinoise en Asie centrale, si elle devait se confirmer, peut être porteuse d'ambitions plus vigoureuses de Pékin dans les domaines politique et stratégique. Cette analyse s'appuie en particulier sur le fait que depuis le début de la décennie en cours, l'Asie centrale occupe une place à part entière dans la politique que Pékin met progressivement en place en matière de sécurité énergétique, surtout depuis le 11 septembre 2001, qui a attisé, en Chine comme ailleurs, le sentiment de vulnérabilité sur le plan des approvisionnements énergétiques. Pékin considère avec inquiétude les possibles effets de l'accroissement de la présence militaire américaine au Moyen-Orient en conséquence de la guerre en Irak (Niquet), et cherche à limiter sa vulnérabilité aux risques de rupture d'approvisionnement sur les voies maritimes en provenance d'Afrique et du golfe Persique²⁶. Cette dimension énergétique de plus en plus forte et structurée porte visiblement les efforts plus larges effectués récemment par la Chine pour renforcer la coopération économique avec l'Asie centrale ainsi que le plus grand dynamisme de sa diplomatie dans la région.

D'un point de vue économique, l'Asie centrale revêt donc un caractère stratégique dans la politique chinoise à un double titre. D'une part, elle apparaît comme une clef naturelle – car située à proximité relative²⁷ et, surtout, avec des attaches terrestres « sûres » – dans la stratégie que la Chine déploie actuellement en vue de diversifier ses approvisionnements énergétiques (cette stratégie intègre clairement le besoin de rehausser la part des importations d'hydrocarbures d'Asie centrale et, d'ailleurs, de Russie). D'autre part, pour la Chine, l'un des intérêts du développement des relations économiques avec les pays d'Asie centrale réside dans le fait qu'« élargir et renforcer la coopération avec [eux] signifie contribuer au développement de la partie occidentale » de son territoire (Louzianine) et doit créer à terme, selon les attentes des dirigeants chinois, des ouvertures commerciales vers le Moyen-Orient et l'Europe. La région s'intègre ainsi dans la stratégie chinoise de développement de l'ouest de la Chine, visant à « compléter » le développement de l'est et du sud-est du pays par l'ouverture de l'ouest et du nord-ouest²⁸. L'objectif est majeur dans les préoccupations des autorités chinoises, soucieuses

²⁵ Ce commerce est difficile à évaluer, les statistiques officielles des pays concernés ne paraissant guère fiables sur ce point.

²⁶ Par exemple, pour les Chinois, l'oléoduc Kazakhstan–Chine (voir *infra*) constitue un succès important en termes de sécurité énergétique car il s'agit d'« une source d'énergie qui, pour la première fois [se trouve] hors de portée des groupes de porte-avions américains qui ont la capacité de cibler les fournitures chinoises au Moyen-Orient et au Soudan » (Liao, p. 65).

²⁷ Relative car l'essentiel des gisements centre-asiatiques se situe dans la Caspienne, et le plus gros de l'activité chinoise se réalise dans la partie orientale du pays, autour de Shanghai et Pékin.

²⁸ C'est la raison pour laquelle les échanges avec l'Asie centrale – bien que marginaux dans l'ensemble des échanges extérieurs de la Chine (moins d'1 % contre 3 % pour la Russie) – sont importants vus de Pékin. Ils occupent en effet une place très importante dans le commerce extérieur du Xinjiang (pour de plus

de pallier les tensions internes découlant des disparités économiques et sociales entre régions. La combinaison de ces enjeux alimente la volonté de la RPC de stimuler le développement de couloirs de transport et de voies de communication diversifiés à partir de et vers l'Asie centrale, en vue de faciliter le commerce, en particulier pour l'énergie et les minéraux.

L'émergence de la Chine comme acteur de premier plan dans le grand jeu énergétique en Asie centrale constitue un fait marquant des dix dernières années, avec la conclusion d'un certain nombre d'accords portant tant sur les volumes que sur les infrastructures d'exportation, et cadrant avec deux objectifs clefs de la politique de sécurité énergétique de la Chine : diversification des sources d'approvisionnement, augmentation des investissements à l'étranger. On peut évoquer ici les faits les plus marquants de ces dernières années.

Une des raisons pour lesquelles les autorités chinoises ont élevé les relations avec le Kazakhstan (d'ailleurs leur principal partenaire commercial dans la région Asie centrale) au rang de « partenariat stratégique »²⁹ réside dans le potentiel que présente la coopération énergétique, engagée à partir de 1997. La motivation de la RPC s'est trouvée renforcée par la découverte du gisement géant de Kashagan ainsi que par les difficultés intervenues dans les relations énergétiques avec la Russie (voir *infra*). Les opérations de la Chine concernant des champs pétroliers au Kazakhstan, notamment ceux d'Aktobe et d'Ouzen, comptent au nombre des plus importantes opérations réalisées par ce pays à l'étranger dans le domaine pétrolier (Trough). En octobre 2005, la CNPC achevait les procédures légales lui permettant d'acquérir PetroKazakhstan, lui offrant la pleine propriété du gisement de Kumkol sud et la propriété partagée, avec Loukoil, de Kumkol nord. Elle détient une part majoritaire dans la JV AktobeMunaiGaz, qui exploite les gisements d'Aktobe et de Zhanazhol. Elle contrôle aussi une part majoritaire dans la JV établie pour l'exploitation du gisement pétrolier de North Buzachi. L'oléoduc Atyrau-Alashanku est un enjeu central dans les relations énergétiques sino-kazakhes. Le tronçon reliant le Kazakhstan au Xinjiang (Atasu-Alashanku), et financé à égalité par la CNPC et KazMunaiGaz, a été inauguré en décembre 2005. Le projet avait été lancé en 1997 mais avait connu de nombreux obstacles liés aux incertitudes sur la capacité du Kazakhstan à alimenter le tube et sur la capacité financière des deux parties à soutenir le projet. Dans un premier temps, le tube doit permettre d'acheminer 10 millions de tonnes de brut par an à la RPC, puis doubler sa capacité d'ici à 2011. La CNPC et KazMunaiGaz ont achevé la construction de la branche Atyrau-Kenkiyak en mars 2003. Il reste à construire la section intermédiaire Kenkiyak-Kumkol. Les exploitations contrôlées par la Chine de par sa part majoritaire dans AktobeMunaiGaz ne suffiront pas à remplir l'oléoduc – d'où le projet envisagé de le relier à des champs en Sibérie occidentale.

En avril 2006 a été signé un accord gazier selon lequel le Turkménistan, avec lequel les relations sont moins avancées que celles entre la RPC et le Kazakhstan, fournira à la Chine 30 milliards de m³ de gaz par an, à compter de 2009, sur trente ans³⁰. Un accord a

amples détails, voir Kellner, 2006-2007, p. 148 et suiv.). Pour favoriser ces échanges, la RPC a multiplié les points de passage entre le Xinjiang et les pays voisins – Kazakhstan et Kirghizstan.

²⁹ En juillet 2005, Pékin et Astana ont signé une Déclaration sur l'établissement d'un partenariat stratégique.

³⁰ La Chine a assorti cet accord d'un prêt de 300 millions de \$ sur vingt ans, devant permettre la reconstruction de l'usine Mariazot et la construction d'une usine de verre au Turkménistan, peu coutumier de ce type d'initiatives (Bin, p. 166).

été signé sur la construction d'un gazoduc entre le Turkménistan et la Chine via le Kazakhstan (le Kirghizstan a exprimé un intérêt pour la construction d'une section de ce gazoduc sur son territoire afin de diversifier ses approvisionnements en gaz, pour l'instant assurés principalement par l'Ouzbékistan). En 2004, 2005 et 2006, des sociétés chinoises ont signé avec des homologues ouzbèkes divers accords de coopération sur l'exploitation de gisements d'hydrocarbures (Kellner, 2006-2007, pp. 144-145 ; Liao, p. 67). La Chine participe également à des projets dans le domaine de l'hydroélectricité, en particulier avec le Kirghizstan et le Tadjikistan (Bajpae, Djochi).

L'intérêt chinois pour une implication active dans le secteur des hydrocarbures des pays d'Asie centrale est d'autant plus vigoureux que le développement de ses projets dans la région peut lui permettre d'établir « *via l'Asie centrale, une route énergétique terrestre vers le Moyen-Orient et [de] se positionner comme le pivot du 'pont énergétique pan-asiatique' qui reliera un jour les fournisseurs (Moyen-Orient, Asie centrale et Russie) aux consommateurs asiatiques (Chine, Japon et Corée)* », avec des plans de réexportation des hydrocarbures vers l'Asie Pacifique via les ports chinois (Miginiac, Louzianine).

Les pays de la région accueillent favorablement ce nouvel acteur, qui pourrait les aider à relativiser leur dépendance à l'égard de la Russie, qui leur impose des conditions peu avantageuses (par exemple elle paie 100 dollars pour 1 000 m³ de gaz turkmène, qu'elle revend trois fois le prix en Europe). La RPC l'a bien compris, qui entend utiliser ce levier que constitue le désir des républiques centre-asiatiques de réduire leur dépendance à l'égard de l'ancien centre impérial³¹. Du coup, en Russie, les projets énergétiques entre la Chine et les pays d'Asie centrale suscitent des inquiétudes (Louzianine). L'énergie centre-asiatique, surtout pour ce qui concerne le gaz, est d'autant plus importante pour Moscou que son économie, actuellement en forte croissance, est beaucoup plus gourmande en énergie que dans les années 1990, et que la vigueur de sa posture de force en tant que fournisseur d'énergie de l'Europe dépend en partie de sa capacité à « mobiliser » à son profit les ressources des pays d'Asie centrale. L'enjeu est d'autant plus sensible que Gazprom n'a que peu investi dans de nouvelles ressources sur le plan national – il n'en privilégie que davantage les ressources centre-asiatiques pour continuer à s'acquitter de ses engagements auprès de ses clients européens. Le caractère stratégique du contrôle des voies de transit des hydrocarbures de la région est souvent souligné par les officiels russes. La Russie a su se mettre en position de limiter les options des autres acteurs, en confirmant autant que possible la dépendance des pays de la région aux voies d'exportation qu'elle contrôle : pour l'heure, le Kazakhstan dépendrait à 95 % de la Russie pour l'exportation de ses ressources pétrolières³², et le Turkménistan – à 90 % pour ses ressources en gaz (Laruelle). Les sociétés pétrolières et gazières russes, à partir de 2003, ont signé des accords de long terme préférentiels avec les pays de la région (Kazakhstan³³, Turkménistan³⁴ et Ouzbékistan). En mai 2007, le président Poutine se

³¹ Entretien avec des chercheurs de l'*Institute of World Development* de Pékin, Paris, août 2007.

³² Une autre source indique que les 4/5 du pétrole kazakh exporté transitent par le territoire de la Russie (Bin, p. 166), d'autres parlent de « plus de 90 % » (Paramonov/Strokov, juin 2007, p. 9). Cette dernière source rappelle que cette dépendance est appelée à être relativisée par l'oléoduc avec la Chine, et par l'approvisionnement par le Kazakhstan du BTC.

³³ Récemment, en juin 2007, fut annoncé l'établissement d'une *joint venture* entre Gazprom et KazMunayGaz (KazRosGaz) pour le traitement, le transport et la commercialisation du gaz naturel kazakh (« Gazprom, Kazmunaigaz Sign Deal to Set Up JV », RIA Novosti, 1^{er} juin 2007).

rendait pour une semaine en Asie centrale et signait avec ses homologues kazakh et turkmène un accord pour accroître les capacités d'un gazoduc reliant l'Asie centrale à la Russie (restauration du gazoduc CAC-4 et construction d'un autre tronçon, selon une ligne parallèle, acheminant le gaz du Turkménistan en Russie via le Kazakhstan). Du coup, la question se pose de nouveau de la capacité du Turkménistan à satisfaire à la fois les demandes de la Russie et de la Chine (la même question se pose aussi de la capacité du Kazakhstan à honorer ses différents engagements pétroliers – Russie, Chine, BTC). A l'été 2007, suite à une visite du nouveau président turkmène en Chine, l'accord bilatéral sur la fourniture de 30 milliards de m³ par an était confirmé³⁵.

L'analyse la plus fréquemment développée est que l'enjeu principal pour Moscou, lorsqu'elle joue la carte du renforcement des liens avec l'Asie centrale dans le domaine énergétique, est de servir sa stratégie destinée à atténuer la portée du renforcement de l'influence occidentale dans la région³⁶. Mais les efforts de la Russie pour conforter son emprise sur les ressources des pays d'Asie centrale touchent (et sans doute visent) également la Chine. Son « offensive kazakhe » de la fin des années 1990-début des années 2000 s'adressait autant à la Chine qu'aux autres acteurs du « grand jeu énergétique » régional : accroissement des quotas d'exportation via son territoire du pétrole kazakh, construction d'un tube reliant Tengouiz à Novorossisk (*Caspian Pipeline Consortium*), entré en service en 2001. L'on peut en dire autant de la création d'une « alliance du gaz », en 2002, entre la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan (Paramonov/Strokov, juin 2007). C'est quelques mois après la signature de l'accord sino-turkmène sur le gaz que la Russie a signé, en septembre 2006, un contrat avec Achkhabad par lequel elle s'engageait à payer 100 \$ sur 2007-2009 par unité de mille m³ (une augmentation considérable par rapport au prix antérieur – 65\$ – même si le tarif russe demeure peu attrayant par rapport au prix de revente pratiqué par les Russes sur le marché européen – 250\$ en moyenne). La Russie cherche à éviter l'apparition de nouvelles voies d'exportation non seulement vers l'ouest mais aussi vers la Chine, l'Iran, ou l'Afghanistan. La Chine s'inquiète d'ailleurs de cette forte pression de la Russie sur les marchés énergétiques centre-asiatiques. Les efforts de Moscou semblent ainsi orientés sur l'atteinte d'objectifs pluriels, non exclusivement centrés sur le projet de contrecarrer les desseins des Occidentaux : conserver les moyens d'approvisionner l'Europe (et de faire pression sur elle) en aménageant un contrôle optimal sur les ressources centre-asiatiques ; maintenir au même niveau ou accroître l'intérêt de la Chine pour les hydrocarbures russes en limitant les possibilités, pour la RPC, d'augmenter ses

³⁴ Notamment accord, en avril 2003, de livraison de gaz sur 25 ans. Mis en cause un an plus tard par Ashgabat en raison de son insatisfaction par rapport aux prix pratiqués par les Russes.

³⁵ RIA Novosti, 28 août 2007.

³⁶ La visite centre-asiatique de Vladimir Poutine en Asie centrale de mai 2007 semblait s'inscrire dans cette optique de couper l'herbe sous le pied des projets occidentaux en matière d'accès aux ressources centre-asiatiques. Le président kazakh, pour l'occasion, aura renoncé à son voyage à Cracovie où, au même moment, il devait rencontrer les présidents polonais, ukrainien, lituanien, géorgien et azerbaïdjanais, réunis pour évoquer des routes d'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne contournant la Russie. Celle-ci s'oppose notamment au projet de gazoduc transcasprien (*Trans-Caspian Gas Pipeline*). Celui-ci transporterait 30 milliards de m³ de gaz par an de l'Asie centrale à l'Europe, en passant par la Turquie et en se connectant au gazoduc Nabucco de la Turquie à l'Autriche si celui-ci voyait le jour. L'UE, en quête de diversification de ses sources d'approvisionnement, est très intéressée à ce projet. L'un des objectifs de la Stratégie de l'UE envers les pays d'Asie centrale porte d'ailleurs sur un renforcement du dialogue énergétique, dans le souci de faciliter l'établissement de corridors supplémentaires de transport d'énergie du bassin caspien à l'Europe en passant par la région de la mer Noire (sur la base des objectifs de l'Initiative de Bakou).

importations d'Asie centrale³⁷, ce qui peut offrir à la Russie quelque levier politique sur la Chine en accentuant son sentiment de vulnérabilité énergétique (ce point rejoint l'analyse selon laquelle la lenteur du développement des relations énergétiques entre Moscou et Pékin traduirait le souci de la première de ne pas contribuer trop directement à l'accélération de la croissance chinoise en alimentant ce pays en hydrocarbures). Le fait que la Chine se montre intéressée à promouvoir la coopération énergétique au sein de l'OCS pourrait signifier que les contre-offensives de la Russie face au développement des projets énergétiques chinois en Asie centrale ont découragé Pékin d'inscrire son action sur un mode unilatéral comme elle l'avait fait initialement, davantage qu'une volonté des États de la région de se replier sur des logiques de marché commun. Aujourd'hui, Moscou a ainsi beau jeu de vanter l'intérêt du « club de l'énergie » de l'OCS, puisqu'elle pense y tenir pour longtemps une position pivot.

La vigilance russe est d'autant plus forte qu'elle réalise que la RPC, dans sa stratégie de sécurité énergétique, a montré que le facteur « coût » n'est pas nécessairement déterminant – ce qui peut laisser présager une certaine « agressivité » de la part de la RPC dans sa politique d'investissement en Asie centrale. En matière d'investissement également, Moscou donne parfois le sentiment de vouloir rivaliser avec la Chine. Par exemple, lors du septième sommet de l'OCS, suite à la promesse des responsables chinois d'opérer des investissements majeurs dans un projet ferroviaire entre le Kirghizstan et la RPC, Vladimir Poutine a annoncé, de manière inattendue, des investissements russes dans la république pour un montant de 2 milliards de dollars³⁸. Plus largement, un des facteurs de l'inquiétude russe face à la montée en puissance économique de la Chine en Asie centrale réside dans le fait que Moscou associe cette région à ses stratégies de développement de ses territoires orientaux (corridors de commerce Nord-Sud reliant la Russie, l'Asie centrale, l'Iran, l'Inde, dont l'un des objectifs, au demeurant, est de prévenir le risque d'une mainmise, sur le long terme, de la Chine sur ces parties du territoire russe). Elle craint par conséquent que la promotion de nouvelles routes de communication et d'échanges via l'Asie centrale dans la direction Est-Ouest puisse mettre en cause ses propres projets de développement de ses territoires asiatiques (Carlson, p. 174).

Moscou ne peut que constater que « à mesure que la Chine passe des déclarations à la promotion de projets spécifiques en Asie centrale, y compris ceux qui se concentrent sur l'énergie et les infrastructures, la croissance des prêts au développement et la signature de contrats pour des projets stratégiques dans le secteur de la gestion de l'énergie et de l'eau, le rôle de la Russie en tant que puissance économique régionale hérité de l'Union soviétique, diminue » (Antonenko, p. 8). L'inquiétude – en tout cas la perplexité – de la Russie par rapport aux possibles implications du dynamisme de la présence de la Chine en Asie centrale explique les ambiguïtés parfois exprimées par des officiels russes à l'égard de l'OCS. Si cette dernière est visiblement appréhendée par Moscou – comme

³⁷ Il convient de relever ici un paradoxe. L'accroissement de l'intérêt chinois pour les ressources énergétiques d'Asie centrale est intervenu après que Pékin ait connu une série de revers dans ses efforts pour investir dans le secteur énergétique russe et pour obtenir des accords sur la fourniture pétrolière russe : refus de Moscou d'autoriser la CNPC à prendre part à l'appel d'offres sur l'acquisition d'une participation dans Slavneft, abandon du plan CNPC-Ioukos sur la construction d'un oléoduc Angarsk-Daqing et mise en concurrence avec le Japon pour le tracé de « l'oléoduc oriental » de la Russie. Ces événements ont contraint les Chinois à revoir leurs stratégies énergétiques envers la Russie et l'Asie centrale, et contribué à faire rebondir les projets d'oléoducs avec le Kazakhstan.

³⁸ *Les Echos*, 20 août 2007.

par les régimes centre-asiatiques – comme une structure lui permettant d’accompagner et de canaliser la vigueur du voisin chinois, les Russes n’en nourrissent pas moins une certaine vigilance à l’égard de cette même organisation, dont ils ne souhaitent pas qu’elle soit porteuse d’un rôle dominant pour la RPC en Asie centrale. L’une des raisons en est, précisément, que l’organisation a, au cours des dernières années, « *pris une orientation nettement plus économique* » sous la pression de la RPC, et est abondamment mobilisée par cette dernière pour servir son projet de développer, au-delà du commerce, les services bancaires et de crédit avec les pays d’Asie centrale (Laruelle), et donc de grands projets d’investissement. Ainsi, selon un expert kazakh, lorsque la Chine a proposé, en octobre 2005, d’affirmer la composante économique de l’OCS et de financer des projets communs de développement, la Russie et le Kazakhstan se sont opposés, en raison, selon ce chercheur, de leur conviction que « *l’OCS aurait risqué de se transformer en une sorte de ‘protectorat économique’ de la Chine* » (Laumouline, p. 8). Les mêmes appréhensions peuvent expliquer que la Russie soit nettement moins enthousiaste que la Chine pour un engagement financier, dans le cadre OCS, au profit de projets d’infrastructure régionaux (Antonenko, p. 11).

En tout cas, Moscou, qui ne cesse d’affirmer que le dynamisme économique des nouveaux pôles de puissance (Chine, Inde, Brésil, Russie...) ne peut que se traduire en influence politique accrue sur la scène internationale, perçoit l’évolution des intérêts économiques chinois en Asie centrale, dans le sens d’un ancrage plus profond, comme une tendance potentiellement menaçante pour sa propre influence dans la région. La Russie craint certainement que les ambitions énergétiques chinoises puissent s’accompagner d’un surcroît de dynamisme de la diplomatie de Pékin dans la région et du développement, indépendamment de Moscou, de la coopération dans d’autres domaines autrement plus sensibles, dont la sécurité et la défense. Il est vrai que certaines publications ont évoqué l’intérêt qu’aurait la Chine à développer une présence militaire en Asie centrale, qui tiendrait, s’il devait se vérifier, à une volonté de sécuriser ses approvisionnements énergétiques (en plus de réagir plus fermement à l’ancrage américain dans la région, voir *infra*). Pour l’heure les coopérations militaires de la Chine avec les républiques d’Asie centrale apparaissent relativement modestes – formation militaire, échanges de visites et contacts entre responsables militaires, coopération frontalière, aide pour l’achat de matériels chinois... L’armée et la police tadjikes, par exemple, auraient reçu de la Chine, entre 1993 et 2006, aux alentours de 30 millions de dollars d’aide technique³⁹. Des exercices anti-terroristes conjoints bilatéraux ont eu lieu entre la Chine et le Kirghizstan en 2002, entre la Chine et le Kazakhstan d’une part, le Tadjikistan d’autre part en 2006. Plus préoccupantes, pour Moscou, sont les rumeurs sur les réflexions qui occuperaient les responsables chinois sur une éventuelle présence militaire en Asie centrale, malgré la prudence affichée par Pékin concernant ses coopérations militaires avec les pays de la région – prudence apparemment largement motivée par le souci de ne pas irriter Moscou. Le gouvernement chinois aurait contacté Bichkek pour discuter de la possibilité d’établir une base militaire au Kirghizstan⁴⁰. La RPC aurait également envisagé de remplacer les

³⁹ AFP, 3 mai 2006 ; 14 septembre 2006.

⁴⁰ Roger McDermott, « Russia Studies Osh for Possible New Military Base in Kyrgyzstan », *Eurasia Daily Monitor*, Vol. 2, n° 107, 2 juin 2005. Les rumeurs à ce sujet ont été assez variées. Si certains officiels, chinois et kirghizes, ont nié que le sujet ait même été abordé, des responsables kirghizes auraient indiqué que « *Le déploiement d’une base militaire sur le territoire du Kirghizstan [avait] été discuté à très haut niveau* » (www.axisglobe.com, 30 juillet 2005).

forces américaines sur la base ouzbèke de Khanabad⁴¹. Certaines études relatent que, si l'attention des observateurs internationaux porte essentiellement sur le renforcement de la puissance militaire chinoise dans le Pacifique occidental, l'Armée Populaire de Libération de la Chine opère des changements en son sein qui semblent « *destinés à améliorer sa capacité à conduire des missions n'importe où le long des frontières du pays, y compris au Xinjiang ou en Asie centrale* » (forces de réaction rapide et forces de combat mobiles) (Lexington Institute). En tout état de cause, si les relations de défense Chine-Asie centrale demeurent bien moins développées que les liens entre la Russie et les républiques centre-asiatiques, alliées au sein de l'OTSC de la CEI⁴², et si la Chine, lorsqu'elle cherche à les étoffer, semble surtout avoir pour objectif de contrebalancer l'influence américaine dans son voisinage immédiat, la Russie semble déterminée à contrer toute évolution susceptible de déboucher sur une présence militaire et sécuritaire chinoise de long terme (Antonenko, p. 10).

En tout état de cause, il semble que la détermination russe à renforcer l'OTSC de la CEI ne soit pas sans lien avec le « facteur chinois ». Déjà, Moscou avait dû constater, au début de la décennie 2000, que, tout en considérant que la Russie était de bonne volonté pour résoudre les problèmes de sécurité régionaux, les républiques centre-asiatiques n'en jugeaient pas moins que le Traité de sécurité collective de la CEI n'avait pas fait la preuve de son efficacité lors des événements de 1999-2000, et avaient du coup marqué de l'intérêt pour des solutions alternatives ou complémentaires en matière sécuritaire, dont le potentiel du groupe de Shanghai. L'institutionnalisation du Traité de sécurité collective de la CEI en Organisation (OTSC), intervenue en mai 2002 sous l'impulsion de Moscou, relevait probablement, entre autres, du besoin perçu par Moscou d'égaliser le statut de ce vecteur de l'influence russe en Asie centrale avec celui de l'OCS. La partie russe s'est dite à plusieurs reprises intéressée par un accord sur la coopération entre ministres de la Défense de l'OCS afin d'« *élargir la coopération militaire sur la base d'une prise en compte de la situation régionale* », mais aussi de permettre une clarification, auprès des organisations internationales, y compris l'OTSC, des réels objectifs de la coopération entre les pays membres de l'OCS⁴³. Les encouragements russes à une formalisation des liens entre l'OTSC et l'OCS peuvent correspondre certes au souci de Moscou d'ancrer les relations militaires des républiques d'Asie centrale dans un « schéma oriental », qui les éloignerait durablement du cadre occidental (OTAN). Mais ils traduisent aussi la détermination de Moscou à encadrer l'éventuel essor des coopérations militaires entre ces pays et la Chine, et à faire en sorte, en tout cas, que le développement de la composante militaire de l'OCS (s'il devait intervenir, ce à quoi Moscou semble défavorable, soulignant que la principale fonction sécuritaire de l'OCS

⁴¹ Stephen Blank, « China Joins the Great Central Asian Base Race », *Eurasia Insight*, 16 novembre 2005 (www.eurasianet.org). Un expert ouzbek a estimé que cette base pourrait être « offerte » à la Russie ou à la Chine (Goulom Mirzaev, du centre d'analyse Politika, cité in Interfax-AVN, 22 novembre 2005).

⁴² A l'exception du Turkménistan, qui a opté pour un statut de neutralité.

⁴³ Sergèï Ivanov, à l'époque ministre de la Défense, cité in Interfax-AVN, 26 avril 2006.

réside dans la lutte contre le terrorisme⁴⁴) n'enlève pas de la visibilité à l'OTSC – dont le champ d'application privilégié est d'ailleurs l'Asie centrale⁴⁵.

La presse russe souligne parfois que le principal attrait de l'OTSC ou de l'Union économique eurasiatique (EvrAzES)⁴⁶, malgré toutes leurs lacunes et failles, réside dans l'absence de la Chine en leur sein... Des experts chinois relativisent cette problématique, en soulignant le manque d'efficacité des structures d'intégration de la CEI et l'intérêt qui en résulte, selon eux, de la part des gouvernements d'Asie centrale, pour l'OCS⁴⁷. Mais d'autres en font une analyse plus préoccupée, soulignant, par exemple, que l'EvrAzES est un obstacle au commerce Chine–Asie centrale, ne serait-ce que parce que les taxes à l'importation imposées par les États membres visent particulièrement les importations des pays non membres (Kellner, 2004, p. 41). En tout état de cause, si la Russie apprécie l'OCS comme instrument de la promotion de ses visions et objectifs géopolitiques globaux, elle lui oppose, sur le plan régional, d'autres structures excluant la Chine, dans une logique de mise en balance des puissances et des influences. Elle développe également, dans cette perspective, des partenariats avec d'autres puissances d'envergure régionale. On pense ici en particulier à l'Inde, invitée à devenir observateur à l'OCS par Moscou⁴⁸. Et la Russie semble parfois relativiser, plus ou moins consciemment, l'importance de la Chine et de l'OCS dans les équilibres régionaux. Ainsi, la « revue de politique étrangère » russe de mars 2007, dans la section consacrée aux relations avec l'Asie centrale, ne mentionne pas une fois la RPC, et ne fait qu'une référence à l'OCS – pour d'ailleurs la fonder dans une liste d'organisations dont la Russie estime les capacités nécessaires et combinables pour répondre aux complexités de la situation régionale.

⁴⁴ Si, indiquent les diplomates russes, l'OCS compte bien au nombre de ses domaines d'activité le développement de coopérations entre États membres dans le domaine de la défense, cet axe se réalisera « sans que l'OCS devienne une association militarisée, et encore moins qu'elle se transforme en une sorte de bloc militaire » (Vitalii Vorobiev, ambassadeur de la Fédération de Russie près l'OCS, cité in « ChOS – antiNATO » [OCS – anti-OTAN], *Nezavisimaïa Gazeta*, 27 octobre 2005).

⁴⁵ La mise sur pied des forces de réaction rapide de l'OTSC a commencé en réaction aux troubles provoqués par le MIO au Kirghizstan et en Ouzbékistan en 1999 et 2000.

⁴⁶ Regroupant la Biélorussie, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et, depuis janvier 2006, l'Ouzbékistan. Le Kazakhstan est également associé au projet d'Espace économique unifié de la CEI (avec la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine).

⁴⁷ Entretien avec des chercheurs de l'*Institute of World Development* de Pékin, Paris, août 2007.

⁴⁸ Hostile à l'éventualité d'une présence militaire chinoise dans la région, la Russie ne semble pas gênée à la perspective de partager avec l'Inde l'usage de l'aérodrome militaire d'Aïni, au Tadjikistan, modernisé par New Dehli. Il est également intéressant de relever que l'ambassadeur de Russie en Inde est Viatcheslav Troubnikov, ancien chef du Service de renseignement extérieur russe, qui compte au nombre des rares officiels russes à avoir exprimé publiquement des vues négatives par rapport au déploiement d'une politique chinoise plus active dans « l'étranger proche » de la Russie. Dans une interview à la *Nezavisimaïa Gazeta*, il a ainsi déclaré sa conviction que l'engagement de puissances « extra-régionales » dans l'espace post-soviétique contrarie les intérêts de Moscou, « qu'il s'agisse des États-Unis ou de la Chine » (« Est' predel oustoupkam Moskvu » [Les concessions de Moscou ont des limites], *Nezavisimaïa Gazeta*, 12 mai 2004).

3 – La Russie face aux relations Chine–Asie centrale : vraie ou fausse tranquillité ?

Entre approches inquiètes ou hostiles du rôle croissant de la Chine en Asie centrale et interprétations plus sereines de ce phénomène, ce sont les secondes qui semblent l'emporter en 2007 dans l'esprit des responsables russes. Cette apparente « tranquillité » recoupe d'ailleurs l'analyse que font beaucoup d'experts russes de la Chine, qui mobilise plus fréquemment que celle de leurs homologues occidentaux les éléments qui relativisent la montée en puissance de la RPC et valorise davantage les fragilités du système politique et économique chinois. Elle provient également d'une tendance marquée de la diplomatie et de la politique de sécurité russes à la réactivité : du coup, les enjeux liés à la présence occidentale, jugés plus immédiatement pressants, l'emportent dans le débat stratégique russe.

Une source de la relative harmonie entre Moscou et Pékin sur les enjeux centre-asiatiques malgré les aspects évidents de compétition et de rivalité provient du fait qu'en l'état actuel des choses, la Russie, puissance dominante traditionnelle en Asie centrale, avec laquelle elle partage des liens culturels et politiques de longue date, considère qu'elle conserve bien des atouts lui permettant de ne pas craindre d'être supplantée dans ce rôle par la RPC. Si la Chine, en effet, a occupé une place importante dans l'histoire de la région et si la présence russe n'a pas des racines aussi longues, Moscou est l'acteur dominant dans la région depuis quelque cent-cinquante ans. Cette situation favorable à la Russie n'a pas été mise en cause par l'établissement de relations diplomatiques par la Chine avec les républiques centre-asiatiques dès le lendemain de leur indépendance, par leur intérêt relatif pour les recettes du « miracle économique » chinois (Brill Olcott, 2005, p. 62), et par la reconnaissance de la Chine par ces pays comme puissance régionale avec laquelle il faut compter en raison de sa stature économique.

La diaspora russe dans ces pays, estimée à six-sept millions⁴⁹, ne constitue sans doute plus le « *formidable actif* », en termes d'influence, qu'évoquait en 1992 Sergeï Karaganov (cité in de Tinguy, p. 404). Mais elle reste un levier⁵⁰. Le facteur « lien humain » joue aussi dans le sens où la Russie a besoin de main d'œuvre étrangère et où sa crise démographique a encouragé des flux migratoires à partir, entre autres, de l'Asie centrale (par exemple, beaucoup de travailleurs centre-asiatiques sont employés dans le bâtiment, en pleine expansion en Russie). Si ce phénomène reflète une contrainte pour la Russie, il lui confère dans le même temps un levier supplémentaire, résidant dans l'importance, pour les pays d'Asie centrale, des revenus des travailleurs immigrés travaillant en Russie, fournissant une importante contribution aux PNB des républiques centre-asiatiques. Cela suscite de fait une forme de loyauté des populations centre-asiatiques vis-à-vis du pays d'origine de ces revenus, mais aussi de la part des dirigeants de la région, pour lesquels ces phénomènes permettent d'atténuer certains foyers d'insatisfaction sociale (Rachidov, Weitz, p. 157). L'utilisation courante du russe dans la zone (en dépit d'un

⁴⁹ Contre dix millions au début des années 1990. Le levier des populations russes s'est donc atténué, beaucoup de Russes d'Asie centrale ayant choisi de partir pour la Russie (voir de Tinguy, p. 489 et suiv.).

⁵⁰ Selon Anne de Tinguy, l'une des raisons pour lesquelles la Russie semble aujourd'hui hésiter à mettre en place une active politique d'immigration en provenance des « nouveaux États indépendants » réside dans l'intérêt que Moscou attache aux populations russes vivant dans ces États en tant que vecteur de son influence dans son voisinage proche (Ibid, p. 406).

recul, faute d'une stratégie « d'entretien » de la Russie), notamment au niveau des élites dirigeantes, plaçant les pays centre-asiatiques dans l'espace d'information russe (Rachidov), assoit la proximité naturelle offerte par la géographie (atout dont bénéficie aussi la RPC).

Par ailleurs, l'héritage des pratiques soviétiques communes n'a pas disparu, au point que certains auteurs souhaitent « remettre en question l'idée, encore répandue, d'une 'nouvelle' Asie centrale ayant rompu avec son passé russo-soviétique et que nombre de spécificités rattacheraient à d'autres espaces géopolitiques », car, rappellent-ils, de nombreux éléments confortent le « sentiment d'une région centrasiatique pour laquelle la Russie reste encore, malgré tout, l'espace premier de référence » (Peyrouse, p. 227, p. 233). Cet héritage soviétique se retrouve en particulier au niveau de la complémentarité entre certains pans des industries russe et centre-asiatiques, conséquence directe de la division du travail au sein de l'URSS (Kellner, 2004, p. 50). Les économies kirghize et tadjike, notamment, demeurent dépendantes des importations de produits russes (Brill Olcott, octobre 2005, p. 334)⁵¹. Malgré l'importance croissante de la Chine dans la vie économique des républiques centre-asiatiques (qui, en parallèle, recherchent activement des liens avec d'autres acteurs – Union européenne, États-Unis, mais aussi Japon, Corée du sud...), Moscou reste le principal partenaire économique des pays d'Asie centrale, servie en cela par le fait que les infrastructures de transport régionales demeurent largement orientées sur la Russie. Surtout, renforcée dans sa marge de manœuvre par la vigueur de ses ressources budgétaires et dominante au sein de l'EvrAzES, elle se dote des moyens de préserver cet avantage, comme cela a été expliqué précédemment concernant l'énergie et comme en témoigne l'expansion actuelle de sa présence économique dans la région par le biais d'investissements (publics et privés) plus généreux. Enfin, les républiques d'Asie centrale demeurent, en matière de sécurité, globalement dépendantes de la Russie (Djochi), de même que dans l'armement⁵².

Si Moscou aborde avec beaucoup moins d'appréhension la montée en puissance chinoise en Asie centrale que la présence occidentale dans la zone⁵³, c'est aussi parce que la stratégie chinoise de renforcement de sa présence en Asie centrale donne encore des résultats mitigés et suscite, en tout cas, des appréhensions susceptibles de la freiner. Le développement des infrastructures devant faciliter les échanges entre l'Asie centrale et la Chine ne se réalise qu'avec difficultés (Niquet). Si côté chinois, l'on insiste sur le fait que les importations de produits chinois à bon marché ont permis aux républiques de la région de survivre⁵⁴, ces dernières considèrent souvent que les relations économiques et commerciales avec la Chine ne leur sont guère avantageuses. Les produits chinois importés sont critiqués pour leur mauvaise qualité. Les entreprises

⁵¹ La Russie compte pour environ 17,5 % du commerce extérieur des républiques d'Asie centrale – contre environ 12,5 % pour la RPC (Paramonov/Strokov, mai 2007, p. 3).

⁵² Les relations d'alliance qui unissent la Russie aux républiques d'Asie centrale constituent en soi un facteur de dissuasion à l'égard de la RPC si celle-ci, pour une raison ou une autre, entreprenait une intervention militaire contre un de ses voisins occidentaux, car cela risquerait de l'entraîner dans un conflit avec l'armée russe.

⁵³ Comme cela a été souligné, la « Revue de politique étrangère de la Fédération de Russie », publiée en mars 2007, n'évoque pas la Chine dans la section consacrée à l'Asie centrale. Elle parle en revanche des « plans [américains] concernant la formation d'une nouvelle structure unissant les cinq républiques centre-asiatiques, l'Afghanistan et le Pakistan, et, en perspective, l'Inde ».

⁵⁴ Entretien avec des chercheurs de l'*Institute of World Development* de Pékin, Paris, août 2007.

chinoises en Asie centrale ne bénéficient pas toujours d'une bonne image car elles n'investiraient que dans des projets chinois et rapatrieraient les profits en Chine, ne travaillant ainsi que pour l'économie chinoise (elles n'embauchent d'ailleurs généralement que de la main d'œuvre chinoise). Surtout, les autorités régionales craignent de voir leurs républiques reléguées au rôle de fournisseur d'énergie pour la Chine (surtout dans le cas du Turkménistan et du Kazakhstan) tandis que leurs économies, incapables de résister à l'afflux des produits chinois, verraient leurs capacités industrielles s'atrophier plus avant⁵⁵.

Alors que, globalement, la Russie dispose encore d'un certain capital de sympathie en Asie centrale, il n'en va pas nécessairement de même pour ce qui concerne la Chine, les autorités de la région nourrissant « *une méfiance durable, voire un sentiment de profond pessimisme face à la puissance grandissante* » du grand voisin chinois et à l'apparition possible à terme d'appétits territoriaux de sa part (Umarov/Pashkun, p. 2, p. 7 et suiv.), malgré ses efforts pour les rassurer. La constitution de l'OCS procédait d'ailleurs en partie de cette logique : elle est supposée tranquilliser les petites républiques centro-asiatiques face au géant chinois en leur donnant, puisque l'organisation fonctionne sur le consensus, une voix égale à celle de la RPC⁵⁶. Les appréhensions des États centro-asiatiques expliquent sans doute en partie le constat d'un spécialiste de la région qui indique que si ces républiques sont intéressées par les avantages techniques que peuvent présenter les coopérations militaires avec la Chine, elles ont toutefois « *évitée jusqu'à présent de développer une trop grande proximité avec [elle] en matière militaire* » (Kellner, 2006-2007, p. 147). En outre, le dynamisme démographique de la Chine, sa forte densité de population, conjugués aux migrations illégales sur le territoire des États voisins, inquiètent ; pour certains, ces phénomènes pourraient à terme susciter des tensions territoriales et font en tout cas craindre des flux migratoires conséquents, mettant potentiellement en cause les équilibres démographiques internes [voir tableau *infra*]. Cette crainte est particulièrement vive au Kazakhstan et au Kirghizstan, où la présence économique chinoise est la plus substantielle et est visiblement appelée à croître. En outre, l'on relève la présence de « *milliers de colporteurs, de travailleurs et de colons chinois ... sur le pourtour de la Chine* », souvent sans statut légal et alimentant les préventions des pays de la région quant au risque d'une sourde invasion chinoise (Perrin, p. 127). Dans ce contexte, les régimes centro-asiatiques tendent à juger que seul l'appui de la Russie peut les aider à contenir l'influence et la présence chinoises dans des dimensions acceptables. En définitive, ils développent une ligne ambiguë par rapport au « duo sino-russe » : heureux d'avoir trouvé en la Chine un nouveau partenaire majeur, les aidant à desserrer l'emprise russe, leur offrant une diversification de leur diplomatie et de leurs échanges commerciaux susceptible de contribuer à atténuer l'empreinte de la Russie sur leurs destinées, ils « *espèrent que Moscou saura 'neutraliser' le grand voisin si celui-ci devient soudain trop envahissant* » (Laruelle). Il serait toutefois intéressant de mesurer la part relative qu'occuperaient alors d'autres

⁵⁵ Des critiques s'expriment sur le manque d'intérêt de la Chine pour les produits manufacturés de ses voisins nord-occidentaux, les empêchant de profiter de son dynamisme économique (par exemple, « Neodnoznatchnost' aktivnosti Kitaïa v tsentral'noi Azii » [L'ambivalence des activités de la Chine en Asie centrale], 11 décembre 2006, <http://www.apn.kz>). La balance commerciale entre les républiques d'Asie centrale et la RPC est toujours bénéficiaire au profit de la seconde (Paramonov, p. 8).

⁵⁶ Du reste, certains en Asie centrale considèrent en effet que « *la coopération dans le cadre de [l'OCS] est une garantie contre toute forme d'agression régionale de Pékin* » (Umarov/Pashkun, p. 8).

puissances dans cet effort des républiques centre-asiatiques de « neutralisation » du poids lourd chinois.

DIMENSIONS TERRITORIALES ET POPULATIONS DES PAYS MEMBRES DE L'OCS

	Superficie (km ²)	Population totale	Densité (habitants par km ²)
Kazakhstan	2 717 300	15 100 000	6
Chine	9 596 960	1 303 700 000	136
Kirghizstan	198 500	5 200 000	26
Russie	17 075 400	143 000 000	8
Tadjikistan	143 100	6 800 000	48
Turkménistan	488 100	5 200 000	11
Ouzbékistan	447 400	26 400 000	59

Source : *Images économiques du monde*, 2007, Armand Colin (chiffres de 2005)

En réalité les républiques centre-asiatiques partagent avec la Russie une certaine inquiétude concernant les intentions régionales, à terme, de la RPC. Les uns et les autres partent du principe qu'il est impossible d'exclure que le dynamisme économique chinois puisse à terme amener Pékin à faire évoluer ses ambitions dans un sens moins favorable à une politique de voisinage pacifique, moins soucieux des intérêts de l'ensemble des parties concernées. Si les pronostics évoquant l'émergence d'une puissance chinoise concurrençant directement les États-Unis paraissent largement exagérés et, en tout cas, lointains, ceux qui parlent d'une Chine déployant ses ambitions régionales dans de nouvelles directions et sur un mode moins « placide » apparaissent nettement plus crédibles aux yeux de Moscou et des républiques centre-asiatiques.

Conclusion : **ambiguïtés bilatérales, fluctuations régionales,** **opacité stratégique**

Aujourd'hui comme au début des années 1990, la sensible et stratégique Asie centrale apparaît davantage comme l'un des facteurs de rapprochement entre la Moscou et Pékin que comme un objet de rivalité entre elles. La région occupe une place particulière dans les perceptions stratégiques de la Chine et de la Russie. Elle cadre avec l'obsession commune aux deux d'établir autour d'eux un glacis constitué de pays amis et stables. Or, pour les deux puissances, il est évident que la mission de stabilisation n'est pas encore réalisée. La région pourrait basculer en lien avec une détérioration rapide de la situation en Afghanistan (voire au Pakistan). En outre, les États centre-asiatiques continuent à ne coopérer entre eux qu'*a minima*, en raison des conflits sur l'eau, des tensions inter-ethniques (Rotar) et autres problèmes frontaliers ; les coopérations intra-régionales en matière militaire et de sécurité restent fort restreintes (Kellner, 2004, pp. 37-38). Et le contexte social reste préoccupant du point de vue du risque de radicalisation du paysage politique régional.

Pour Moscou et Pékin, ce « glacis » représente un espace vital qui, pour être véritablement source de sécurité, doit être le moins ouvert possible aux interventions d'acteurs extérieurs, surtout si leur système de valeurs est divergent. Ce dernier impératif a fourni à Moscou et Pékin une bonne raison de vivre en termes positifs et coopératifs – et non de défiance – leur cohabitation en Asie centrale. L'implantation de forces américaines dans cette zone, sur fond de mouvements démocratiques dans plusieurs nouveaux États indépendants et d'un projet clairement affiché par l'administration Bush (à partir de 2004) d'étendre la démocratie – et donc de favoriser le « changement de régime » – comme clef du succès de sa « guerre globale contre le terrorisme », a renforcé ce motif de coopération entre les deux acteurs en Asie centrale. La consolidation indéniable, depuis 2001, de l'OCS en a constitué une conséquence très claire. Cette préoccupation commune aux deux pays, avec une acuité renouvelée depuis le début de la guerre en Irak, a fait passer au second plan la vigilance de Moscou, par ailleurs galvanisée par la consolidation de ses ressources financières qui accroissent de fait sa marge de manœuvre en Asie centrale, quant aux possibles implications d'un engagement robuste de la Chine dans cette partie de son pré carré. En outre, dans leur quête de diversification de leurs options diplomatiques et sécuritaires, certains des États d'Asie centrale ont globalement privilégié les « pistes occidentales » davantage que la RPC, ce qui a contribué à relativiser les craintes des Russes quant aux ambitions régionales d'une Chine qui s'est d'ailleurs toujours voulue rassurante sur ce point. Pour la Russie, la concurrence avec la Chine dans le domaine économique en Asie centrale n'apparaîtrait comme véritablement menaçante pour ses intérêts que si elle devait conduire à une affirmation des ambitions politiques et sécuritaires chinoises dans la région. En attendant la matérialisation de ce scénario, les intérêts fondamentaux l'emportent – à savoir la vision partagée des problèmes de sécurité régionaux, ce qui devrait demeurer encore un temps une constante, compte tenu de la situation en Afghanistan, au Pakistan et en Iran, et de la fragilité des capacités des régimes centre-asiatiques à répondre à l'intensification des menaces locales.

La plupart des travaux académiques consacrés aux recompositions géopolitiques en Asie centrale concluent que seule la Chine est en mesure de menacer les positions dominantes de

la Russie dans la région. Dans ce contexte, certains, en Russie, s'inquiètent des éventuels retournements que la politique régionale chinoise pourrait connaître, notamment si Pékin se libérait, d'une façon ou d'une autre, des enjeux liés à Taiwan. Pourrait-elle revisiter son attachement à ne pas mettre en cause l'« autorité naturelle » de Moscou dans la région et à la promotion de sa propre influence au travers de mécanismes institutionnels n'excluant pas la Russie mais l'associant ? C'est précisément cette question qui tient les autorités russes en alerte (alerte basse, certes, par rapport à celle que suscite la présence américaine) : la question de savoir de quelle manière la Chine pourrait transformer son influence croissante dans un contexte géostratégique différent. C'est cette question qui amène Moscou à aborder sur le mode de la vigilance certaines initiatives chinoises en Asie centrale qui paraissent pourtant motivées principalement par la volonté de la RPC de limiter le risque d'un ancrage durable des États-Unis dans cette partie de son voisinage – qu'il s'agisse du développement des coopérations militaires avec les États centre-asiatiques ou de la volonté de placer l'économie au cœur des activités de l'OCS afin d'asseoir son rôle comme organisation régionale d'envergure susceptible de contrer de façon décisive l'éventuelle expansion de l'influence américaine.

Dans le fond, le climat actuel des rapports sino-russes ne constitue pas nécessairement un état « normal » et permanent, si l'on en croit en tout cas la complexité de l'histoire commune et compte tenu des incertitudes quant à l'évolution de l'expression de la puissance chinoise. Des tensions pourraient se dessiner si la Russie devait de nouveau se sentir en état de faiblesse par rapport à la Chine, sentiment qui demeure mais a beaucoup perdu de sa vigueur depuis que la Russie enregistre des résultats économiques plus ou moins satisfaisants. *A contrario*, la Chine pourrait tirer inquiétude d'un « retour » de Moscou dans la région plus affirmé et aux accents plus exclusifs. Dans différents domaines, les deux pays mènent un jeu indépendant en Asie centrale, surtout pour ce qui concerne les ressources énergétiques et les routes de transport vers les marchés mondiaux. Toutes ces ambiguïtés s'expriment au travers des attitudes respectives des deux nations à l'égard de l'OCS. La Russie, dont il faut d'ailleurs rappeler qu'elle n'était initialement que modérément intéressée par l'OCS, parce qu'elle y voyait une organisation d'essence chinoise⁵⁷, a certes pu la considérer comme un des leviers à actionner afin de renforcer son influence dans la région (Trough, 220). Mais elle s'est montrée plus hésitante lorsque la RPC a commencé à vouloir orienter davantage cette organisation sur l'économie, ce qui, vu de Moscou, est apparu comme le signe d'une volonté chinoise d'institutionnaliser son influence économique croissante dans la région, lui donnant ainsi une dimension structurante contraire aux visées de la Russie. La Chine a prononcé à plusieurs reprises son intérêt pour l'idée de créer une zone de libre-échange entre les États membres de l'OCS, idée qui n'a pas connu un grand succès en Russie (comme d'ailleurs en Ouzbékistan et au Kazakhstan) en raison de la force économique de la Chine, supérieure à la sienne. Du coup, des experts identifient la divergence de visions entre la Russie et la Chine quant à l'avenir fonctionnel de l'OCS (un outil supplémentaire de la réalisation de son « objectif multipolaire » et de la lutte contre le terrorisme pour la première, un mécanisme pour la promotion de la coopération économique régionale pour la seconde) comme l'une des sources principales de difficultés pour l'avenir de l'organisation (Grozin). Plus largement, il est évident que la Chine et la Russie voient chacune dans l'OCS un outil pour canaliser l'autre (ce que permet le mode de fonctionnement de l'organisation – la règle du consensus). Ainsi,

⁵⁷ Le nom de l'organisation lui-même en témoigne, de même que la localisation du secrétariat de l'OCS (Pékin). Le grand thème mobilisateur des « trois fléaux » (voir *supra*) est d'inspiration chinoise.

l'OCS apparaît autant comme le mécanisme qui a permis d'empêcher la rivalité latente entre les deux acteurs de prendre beaucoup d'ampleur que comme l'instrument privilégié de la coordination stratégique bilatérale en Asie centrale. Chacun cherche à y promouvoir ses intérêts respectifs, et les visions qu'ont les deux pays de la vocation fonctionnelle de l'organisation sont loin de s'harmoniser.

L'état des rapports de ces deux acteurs avec les États-Unis demeurera un paramètre essentiel. La profondeur de l'engagement américain dans la région restera une variable importante de la détermination de Moscou et de Pékin à développer leur coordination en Asie centrale. L'influence américaine s'exprimera également dans le sens où la « coopération centre-asiatique » entre Moscou et Pékin sera largement fonction des objectifs poursuivis respectivement par les deux parties dans leur relation avec Washington. Dans un passé pas si lointain, l'une et l'autre jugeaient que son partenaire était trop enclin à faire dépendre la teneur du « partenariat stratégique » sino-russe de ses rapports avec les États-Unis. L'Asie centrale a constitué un lieu d'expression parmi d'autres de cette ligne « les États-Unis d'abord » commune aux deux acteurs. Ainsi, au lendemain du 11 septembre 2001, la Chine n'a pu que constater que Moscou, tout à son rapprochement avec Washington au nom de la lutte contre le terrorisme international, n'avait pas songé à la consulter avant de donner son feu vert à l'installation de troupes américaines à ses portes (pas plus d'ailleurs que les pays d'Asie centrale), initiative que Pékin a, elle, abordée comme une étape supplémentaire dans une stratégie américaine de *containment* de la puissance chinoise⁵⁸. En outre, des auteurs chinois remarquent l'intensité, malgré toute leur conflictualité, des relations américano-russes (lutte contre la prolifération, désarmement, lutte contre le terrorisme...) et estiment que l'un des dossiers de sécurité communs pourrait bien porter sur les questions suscitées par la montée en puissance chinoise (Shaolei, p. 213). Il serait intéressant de savoir si, parmi les décideurs chinois, certains s'inquiètent des propositions russes sur des interactions entre l'OTSC et l'OTAN. Celles-ci reflètent sans aucun doute le désir de Moscou d'encadrer les rapports entre les républiques centre-asiatiques et l'Alliance. Mais pour certains experts, elles signaleraient aussi la volonté de la Russie de s'assurer du maintien d'une participation des États-Unis à la sécurité en Asie centrale (Rachidov, 2006), ce qui, si l'on en croit certaines analyses russes, pourrait traduire une préoccupation sécuritaire de la Russie vis-à-vis de la Chine⁵⁹. De la même manière, la Russie serait favorable au maintien de la base américaine au Kirghizstan en raison de la détérioration de la situation en Afghanistan, tandis que la Chine serait davantage soucieuse d'obtenir le départ des troupes américaines. L'une des motivations de la Chine pour le déploiement d'une présence militaire dans la région pourrait correspondre, si cette intention se vérifiait, à son sentiment que la solidarité stratégique de la Russie face aux États-Unis ne constitue pas un élément stable. Par ailleurs, un facteur déterminant des choix stratégiques de Pékin réside dans l'importance de sa

⁵⁸ Ces faits pourraient expliquer l'initiative chinoise d'octobre 2002, restée sans effet, proposant un dialogue RPC-OTAN sur les évolutions stratégiques et les enjeux de sécurité en Asie centrale (Weitz, p. 164).

⁵⁹ Pour certains, en effet, puisque la Russie n'a pas les moyens d'assurer seule la sécurité en Asie centrale, elle doit privilégier le partenariat avec les États-Unis – non la Chine. Si elle ne faisait pas ce choix en faveur des États-Unis, « une ère de domination chinoise en découlerait. Alors que nous pouvons être le partenaire mineur avec les États-Unis, avec la Chine nous serions le vassal mineur » (Sergei Markedonov, directeur du département des relations internationales de l'Institut d'analyse politique et militaire, cité in article de *Nezavisimaïa Gazeta* du 12 juillet 2005, traduit in BBC International Reports - Central Asia, 17 juillet 2005, sous le titre « Who Stands Behind the Change of Government in Kyrgyzia »).

relation économique avec Washington, qui dépasse les enjeux de celle avec la Russie et l'Asie centrale – ce qui peut expliquer pourquoi la Chine n'emboîte pas le pas à la Russie dans la virulence actuelle de sa critique anti-occidentale. Ainsi, une inflexion sensible des postures internationales des États-Unis dans « l'après-Bush » pourrait modifier la donne dans les relations sino-russes, y compris en Asie centrale. L'évolution de la situation en Afghanistan, mais aussi au Pakistan et en Iran, pourrait stimuler un regain de dialogue et de coopération entre les trois acteurs.

L'état de la relation sino-russe en Asie centrale – coopération prudente, intérêts divergents, effort de « neutralisation mutuelle » – relativise en soi la perspective de voir l'OCS se muer en « bloc asiatique » avec une dimension militaire forte. Il constitue également un frein à un repli éventuel des pays de l'OCS sur un espace économique commun, articulé autour de la gestion conjointe des ressources énergétiques régionales. Cette situation très ouverte constitue une opportunité que l'Union européenne, généralement absente des analyses sur les évolutions géopolitiques en Asie centrale, peut saisir pour affirmer sa présence dans cette région, comme elle a signifié vouloir le faire lorsqu'elle a adopté sa stratégie envers les pays d'Asie centrale en 2007. Les possibilités d'action sont d'autant plus ouvertes que les équilibres entre les principaux acteurs régionaux demeurent très fluides. L'UE pourra s'appuyer sur la volonté commune aux républiques centre-asiatiques de préserver leur souveraineté, explicite dans le maintien de liens avec les États-Unis et l'Union européenne dans de nombreux domaines et dans la persistance de leur intérêt pour des partenariats diversifiés en matière d'énergie et de transit des hydrocarbures (du reste, la rivalité sino-russe en ce domaine peut créer des ouvertures pour des acteurs tiers). Dans ce cadre, l'intérêt de l'Union européenne est bienvenu par ces pays, comme source potentielle de contribution à leur désenclavement politique et économique par rapport à la RPC, toujours crainte, et à la Russie, partenaire utile mais difficile et leur imposant trop souvent ses conditions. Parmi ses atouts pour parvenir à s'affirmer dans la région figure le fait qu'elle y bénéficie d'une image relativement positive : si elle est certes abordée avec suspicion par les dirigeants locaux pour son attachement à diffuser ses valeurs dans son voisinage⁶⁰, elle est également jugée moins susceptible que les États-Unis ou que les grandes puissances régionales de chercher à les imposer par des moyens intrusifs et brutaux. Sa démarche sera d'autant plus productive qu'elle s'adressera en parallèle à Moscou et Pékin sur la problématique de l'avenir de l'Asie centrale, en insistant sur le bénéfique potentiel d'interactions en matière de sécurité et de réouverture de voies de commerce intercontinentales via l'Asie centrale. La Russie et la Chine pourraient s'y montrer d'autant plus sensibles que, pour l'une comme pour l'autre, la stabilité et la prospérité de l'Asie centrale constituent une condition importante de leurs relations économiques... avec l'Europe.

⁶⁰ La Stratégie de l'UE envers les pays d'Asie centrale souligne ainsi que « *le développement et la consolidation de sociétés stables, justes et ouvertes, adhérant aux normes internationales, sont essentiels pour que le partenariat entre l'Union européenne et les États centre-asiatiques porte tous ses fruits* », et insiste sur l'importance de la bonne gouvernance, de l'État de droit, des droits de l'Homme, de la démocratisation... Une « initiative européenne sur l'éducation », une « initiative de l'UE sur l'État de droit » et un « dialogue sur les droits de l'Homme » sont prévus dans la Stratégie (pp. 2-3, p. 7 et suiv.).

VOLUME DU COMMERCE ENTRE LA RUSSIE, LA CHINE ET L'ASIE CENTRALE

	VOLUME DU COMMERCE ENTRE LA RUSSIE ET L'ASIE CENTRALE EN MILLIONS DE \$	VOLUME DU COMMERCE ENTRE LA CHINE ET L'ASIE CENTRALE EN MILLIONS DE \$
1991	59 226	-
1992	6 360	422
1993	6 750	512
1994	6 143	360
1995	7 679	486
1996	7 244	674
1997	6 833	699
1998	5 411	588
1999	3 695	733
2000	6 469	1 041
2001	5 924	1 478
2002	5 464	2 798
2003	7 088	3 305
2004	10 463	4 337
2005	13 227	8 297
2006	14 869	10 796

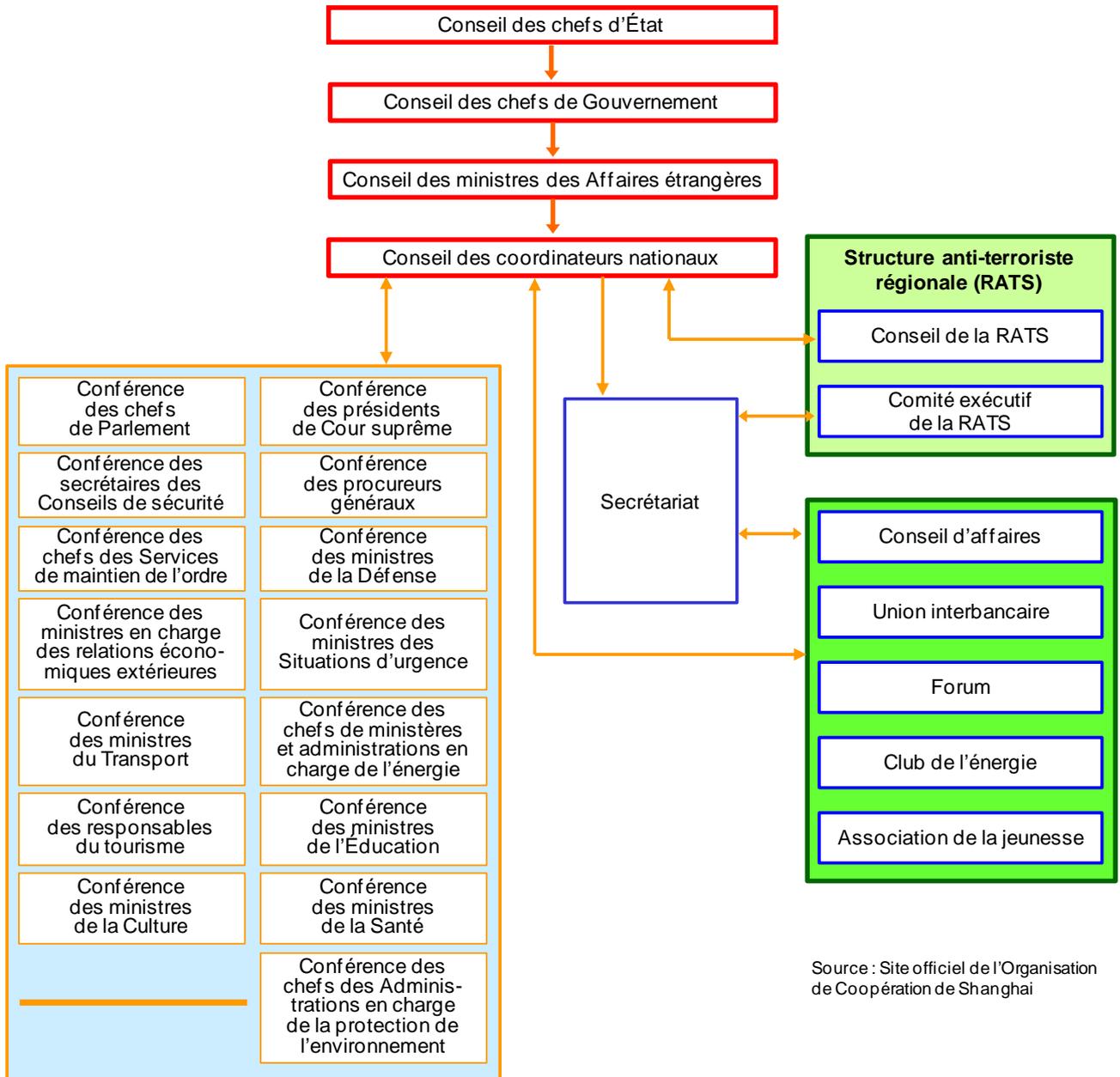
Source – V. Paramonov, A. Stokov, « Economic Involvement of Russia and China in Central Asia », Conflict Studies Research Center, *Central Asia Series*, 07/12 (E), mai 2007, p. 3.

RUSSIE-CHINE-ASIE CENTRALE : ÉTAT DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

PAYS	PART DE LA RUSSIE DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR DU PAYS (%)	PART DE LA CHINE DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR DU PAYS (%)	PART DU PAYS DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA RUSSIE (%)	PART DU PAYS DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA CHINE (%)
Kazakhstan	18,87	15,5	2,28	0,49
Kirghizstan	27,24	34,25	0,13	0,04
Tadjikistan	12,22	10,77	0,08	0,02
Ouzbékistan	16,39	5,71	0,51	0,05
Turkménistan	9,76	1,37	0,19	0,007
Total	17,47	12,68	3,19	0,607

Source – V. Paramonov, A. Stokov, « Economic Involvement of Russia and China in Central Asia », Conflict Studies Research Center, *Central Asia Series*, 07/12 (E), mai 2007, p. 4.

Structure de l'OCS



Source : Site officiel de l'Organisation de Coopération de Shanghai

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- ⇒ Oksana Antonenko, « Russia, Central Asia and the Shanghai Co-operation Organization », *Russian Analytical Digest*, n° 25, 17 juillet 2007
- ⇒ Rouben Azizian and Elizabeth Van Wie Davis (ed.), *Islam, Oil, and Geopolitics in Central Asia after September 11*, Rowman & Littlefield, 2006 (dont les chapitres cités de Thomas W. Simons Jr., Kang Wu, Feng Shaolei, Sergei Trouch)
- ⇒ Chietigj Bajpae, « China's Quest for Energy Security », *ISN Security Watch*, 25 février 2005
- ⇒ Yu Bin, « China-Russia Relations: Partying and Posturing for Power, Petro, and Prestige », *Comparative Connections*, juillet 2007
- ⇒ Martha Brill Olcott, « Is China A Reliable Stakeholder in Central Asia? », Testimony before the U.S.-China Economic and Security Review Commission, 4 août 2006
- ⇒ Martha Brill Olcott, *Central Asia's Second Chance*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington D.C., 2005
- ⇒ Martha Brill Olcott, « The Great Powers in Central Asia », *Current History*, octobre 2005
- ⇒ Jack Carino, « Chinese Growth Plans Stoke Fears of Central Asian Ecological Catastrophe », www.eurasianet.org, 17 août 2007
- ⇒ Brian Carlson, « The Limits of Sino-Russian Strategic Partnership in Central Asia », *Journal of Public and International Affairs*, 21 juin 2007
- ⇒ James F. Collins, Zhao Huasheng, Sun Zhuangzhi, Andrei Grozin, Dmitri Trenin, Martha Brill Olcott, « Russia, China, and the United States: From the Great Game to Cooperation in Central Asia? », Transcript of Conference, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 6 février 2007 (<http://www.carnegieendowment.org>)
- ⇒ Nirmala Djochi, « Otsenka politiki Kitaïa v otnochenii Tsentral'noiï Azii » [Evaluation de la politique de la Chine envers l'Asie centrale], www.analitika.org, juillet 2006
- ⇒ Isabelle Facon, « L'Organisation de coopération de Shanghai – Ambitions et intérêts russes », *Courrier des pays de l'Est*, n° 1055, mai-juin 2006
- ⇒ Isabelle Facon, « Les relations stratégiques Chine–Russie en 2005 : la réactivation d'une amitié pragmatique », *Notes de la FRS*, 15 janvier 2006
- ⇒ Vilya Gelbras, « Building up the Sino-Russian Security Partnership in Central Asia », texte présenté lors du séminaire international *Russian Security Policy: Evolving Trends and Prospects*, organisé par la FRS, le 17 juin 2005, à la Maison de la Chimie
- ⇒ Tchjan Iousin' (faculté de sociologie de l'Université de Moscou), « Interesy Kitaïa, Rossii i Scha v tsentral'noiï Azii i vozmojnost' sotroudnichestva mejdou nimi » [Les intérêts de la Chine, de la Russie et des États-Unis en Asie centrale et les possibilités de coopération entre eux], 2006 (prilojenie 05' 2006)
- ⇒ Marcel De Haas, « Russian-Chinese Military Exercises and Their Wider Perspective : Power Play in Central Asia », *Russian Series* 05/51, Conflict Studies Research Center, octobre 2005

- ⇒ Thierry Kellner, « Bouleversements et reconfiguration régionale en Asie centrale (1991-2004) », *The Illusions of Transition: which perspectives for Central Asia and the Caucasus?*, Graduate Institute of International Studies (IUHEI), Geneva, Switzerland, 17 mars 2004, (conférence organisée conjointement par CIMERA et IUHEI)
- ⇒ Thierry Kellner, « La tranquille montée en puissance de la Chine en Asie centrale », *Revue internationale et stratégique*, n° 64, hiver 2006-2007
- ⇒ Tchjao Khouachen, « Kitai, tsentral'naia Aziia i Chankhaïskaia Organizatsiia sotroudnichestva » [La Chine, l'Asie centrale et l'Organisation de coopération de Shanghai], *Rabotchie Materialy*, Centre Carnegie de Moscou, n° 5, 2005
- ⇒ Marlène Laruelle, « Asie centrale : le retour de la Russie », *Politique internationale*, n° 115, printemps 2007, version électronique (<http://www.politiqueinternationale.com>)
- ⇒ Marlène Laruelle, Sébastien Peyrouse, « Asie centrale, la dérive autoritaire », *Les notes de la FRS*, 30 avril 2006
- ⇒ Mourat Laumouline, « L'Organisation de coopération de Shanghai vue d'Astana : un 'coup de bluff' géopolitique ? », *Russie. NEI. Visions*, IFRI, n° 12, juillet 2006
- ⇒ Xuanli Liao, « Central Asia and China's Energy Security », *China and Eurasia Forum Quarterly*, Vol. 4, n° 4, novembre 2006
- ⇒ Sergeï Louzianine, « Rossiia i Kitai v evraziïskom energeticheskom prostranstve : Severo-Vostotchnaïa-Tsentral'naia Aziia » [La Russie et la Chine dans l'espace énergétique eurasiatique : l'Asie du nord-est et centrale], *analitika.org*, 29 mars 2005 (professeur au MGIMO)
- ⇒ Jean-Philippe Miginiac, « Chine-USA, le nouveau grand jeu pétrolier », *Strategic-Road.com Analysis*, 30 septembre 2005
- ⇒ Valérie Niquet, « La Chine et l'Asie centrale », *Perspectives chinoises*, n°96, 2006, [En ligne], mis en ligne le 28 mai 2007. URL : <http://perspectiveschinoises.revues.org/document995.html>. Consulté le 02 août 2007
- ⇒ Vladimir Paramonov, Aleksey Stokov (chercheurs ouzbeks indépendants), « Structural Interdependence of Russia and Central Asia in the Oil and Gas Sectors », Conflict Studies Research Center, 07/16E, juin 2007
- ⇒ Vladimir Paramonov, Aleksey Stokov, « Economic Involvement of Russia and China in Central Asia », Conflict Studies Research Center, *Central Asia Series*, 07/12 (E), mai 2007
- ⇒ Vladimir Paramonov, Aleksey Stokov, « Russia and Central Asia: Current and Future Economic Relations », Conflict Studies Research Center, *Central Asia Series*, 06/31, juillet 2006
- ⇒ Vladimir Paramonov, « China and Central Asia: Present and Future of Economic Relations », Conflict Studies Research Center, *Central Asia Series*, 05/25, mai 2005
- ⇒ Sébastien Peyrouse, « Russie d'Asie ? », *Outre-Terre*, n° 16, 2006
- ⇒ Jean Perrin, « La Chine et ses voisins d'Asie centrale en 2020 », Groupe d'études prospectives sur l'Asie, *La Chine à l'horizon 2020*, L'Harmattan, 2006 (Asie-21 – Futuribles), chapitre 8
- ⇒ Bakhtier Rachidov, « Rossiia v tsentral'noi Azii : vozmojnosti i perspektivy » [La Russie en Asie centrale : possibilités et perspectives], www.ferghana.ru, 16 janvier 2006
- ⇒ Igor Rotar, « Is SCO Unity an Illusion? », www.eurasianet.org, 22 août 2007
- ⇒ Eugene Rumer, « China, Russia and the Balance of Power in Central Asia », *Strategic Forum*, n° 223, novembre 2006

- ⇒ Gulnoza Saidazimova, « Central Asia: Hizb ut-Tahrir Gains Members », *RFE/RL*, 15 août 2007
- ⇒ Anne de Tinguy, *La grande migration – La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Plon, 2004
- ⇒ Adiljan Umarov, Dmitriy Pashkun (Faculté de Sciences sociales et politiques, Université nationale d'Ouzbékistan), « Tensions in Sino-Central Asian Relations and their Implications for Regional Security », Conflict Studies Research Center, *Central Asia Series*, 06/02, janvier 2006
- ⇒ Richard Weitz, « Averting a New Great Game in Central Asia », *Washington Quarterly*, Summer 2006

Documents officiels

- ⇒ The EU and Central Asia: Strategy for a New Partnership, Council of the European Union, Brussels, 31 mai 2007, PESC 655, COEST 179
- ⇒ « Obzor vnechnei politiki Rossiïskoï Federatsii » [Revue de politique étrangère de la Fédération de Russie], 27 mars 2007
- ⇒ « Kontseptsiia vnechnei politiki » [Concept de politique extérieure], 28 juin 2000

Sites Internet

- ⇒ Ferghana.ru – www.ferghana.ru
- ⇒ Eurasianet – www.eurasianet.org
- ⇒ Central Asia – Caucasus Institute – <http://www.cacianalyst.org>
Central Asia – Caucasus Institute Silk Road Studies Program – <http://www.silkroadstudies.org/>
- ⇒ Radio Free Europe Radio Liberty – www.rferl.org
- ⇒ Site officiel de l'Organisation de coopération de Shanghai – <http://www.sectesco.org>
- ⇒ Site officiel du ministère russe des Affaires étrangères – www.mid.ru